

F. 95 — 1526

[C — 31216]

**26 JANVIER 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant, pour l'exercice 1995, les modèles des formules de déclaration aux taxes régionales reprises de la fiscalité provinciale**

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises;

Vu l'ordonnance du 22 décembre 1994 relative à la reprise de la fiscalité provinciale, notamment les articles 38 et 39;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Considérant qu'il s'avère urgent de déterminer les modèles des formules de déclaration aux taxes dont il est question dans l'ordonnance précitée, afin d'assurer l'établissement de ces taxes pour l'exercice 1995;

Sur la proposition du Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, ayant les Finances dans ses attributions;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1er.** Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

**Art. 2.** Pour l'exercice 1995, les modèles des formules de déclaration aux taxes régionales, reprises de la fiscalité provinciale, dont question à l'article 39 de l'ordonnance mentionnée ci-dessus, sont déterminés aux annexes du présent arrêté.

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1995.

**Art. 4.** Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ayant les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 janvier 1995.

Par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

J. CHABERT

N. 95 — 1526

[C — 31216]

**26 JANUARI 1995. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling, voor het belastingjaar 1995, van de modellen van de aangifteformulieren betreffende de gewestbelastingen overgenomen van de provinciale fiscaliteit**

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op de ordonnantie van 22 december 1994 betreffende de overname van de provinciale fiscaliteit, inzonderheid op de artikelen 38 en 39;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wet van 4 juli 1989;

Overwegende dat het dringend noodzakelijk is de modellen van de aangifteformulieren betreffende de belastingen waarvan sprake in de hierboven vermelde ordonnantie, vast te stellen, teneinde de invordering van deze belastingen voor het belastingjaar 1995 te verzekeren;

Op voordracht van de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, tot wiens bevoegdheden de Financiën behoren;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt een materie bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

**Art. 2.** Voor het belastingjaar 1995 worden de modellen van de aangifteformulieren betreffende de van de provinciale fiscaliteit overgenomen gewestbelastingen, waarvan sprake in artikel 39 van de hierboven vermelde ordonnantie, vastgesteld in de bijlagen van dit besluit.

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1995.

**Art. 4.** De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wiens bevoegdheden de Financiën behoren is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 januari 1995.

Door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Ruimtelijke Ordening, Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT

Annexe I à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 1995 déterminant les modèles des formules de déclaration aux taxes régionales reprises de la fiscalité provinciale.



Ministère de la Région de  
Bruxelles-Capitale  
Administration des Finances  
Taxe Régionale pour 1995

Boîte postale 7  
Bruxelles 37 - 1000 Bruxelles

A RENVoyer  
AVANT LE

TAXE  
1995

N° de réf.:

**TAXE REGIONALE (ancienne taxe provinciale)  
SUR LES ETABLISSEMENTS BANCAIRES  
ET FINANCIERS ET LES DISTRIBUTEURS  
AUTOMATIQUES DE BILLETS.**

Madame, Monsieur,

L'ordonnance du 22 décembre 1994, relative à la reprise de la fiscalité provinciale prévoit en son chapitre Ier qu'à partir de l'exercice 1995 il est établi une taxe annuelle sur les établissements bancaires et financiers ainsi que sur les distributeurs automatiques de billets installés ou placés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Veillez trouver ci-joint le formulaire de déclaration pour la taxe de 1995 que je vous prie de bien vouloir renvoyer, dûment complété et signé, dans le délai prévu (voir ci-dessus).

**Renseignements:**

- Pour tout renseignement complémentaire nos services restent à votre disposition au numéro de téléphone 02/204.14.09, de 14h à 16h ou à nos guichets au C.C.N., Rue du Progrès 80, 1210 Bruxelles, de 9h à 11h30.
- Tout courrier doit être adressé au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Boîte postale 7, Bruxelles 37, 1000 Bruxelles, sans oublier de mentionner le n° de référence inscrit ci-dessus.

En vous remerciant de votre collaboration, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

J.P. Hagon  
Le fonctionnaire délégué

U kan een nederlandstalig formulier aanvragen op het bovenvermelde telefoonnummer.

**TAXE REGIONALE (ancienne taxe provinciale)**  
**SUR LES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET FINANCIERS ET LES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES DE BILLETS.**

Pour 1995 la taxe est fixée à :

- 30.000 frs par établissement bancaire et financier
- 10.000 frs par distributeur automatique de billets

La déclaration porte sur la situation existante au 1er janvier 1995.

**DECLARATION :**

**Nom et adresse de l'établissement :**  
 (si nécessaire joindre liste sur feuille annexe)

.....  
 .....  
 .....

Nombre de guichets	Nombre d'employés	Nombre de distributeurs automatiques

Fait à .....

le ..... / ..... / 19.....

Signature,

Votre téléphone : ...../.....

Nombre d'annexes : .....

**Articles de l'ordonnance du 22 décembre 1994 relative  
à la reprise de la fiscalité provinciale.**

**Taxe sur les établissements bancaires et financiers et les  
distributeurs automatiques de billets**

**Article 2** - A partir de l'exercice 1995, il est établi une taxe annuelle sur les établissements bancaires et financiers ainsi que sur les distributeurs automatiques de billets installés ou placés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Par établissement bancaire et financier, il y a lieu d'entendre tout établissement, siège central ou succursale, accessible au public, se livrant à titre principal à des opérations de dépôt, de financement, de crédit, d'épargne ou de change.

Par distributeur automatique de billets, il y a lieu d'entendre tout appareil pouvant être utilisé de la voie publique ou de tout endroit accessible au public et permettant de procéder à des opérations de retrait d'argent, de dépôt ou d'épargne.

**Article 3** - La ..... l'exploitant, personne physique ou morale, publique ou privée, ou à défaut, par le propriétaire de l'établissement et de l'appareil.

**Article 4** - Ne sont pas assujettis à la taxe :

1. les établissements qui ne sont pas pourvus de deux guichets au moins. A défaut de posséder deux guichets, les établissements doivent occuper au moins deux personnes sous contrat d'emploi à temps plein pour être assujettis;
2. les études de notaires et les officines d'agents et courtiers d'assurances;

**Article 5 § 1er** - La taxe est fixée à :

1. 30.000 frs. par établissement bancaire et financier
2. 10.000 frs. par distributeur automatique de billets.

**Article 5 § 2** - La taxe est due pour toute la durée de l'exercice, quel que soit le moment de l'ouverture ou de la fermeture de l'établissement ou de l'installation de l'appareil.

**Article 6** - Lorsque l'ouverture d'un établissement ou l'installation d'un appareil ont lieu dans le courant de l'exercice, le redevable est tenu de notifier cette ouverture ou cette installation dans les deux mois, par lettre recommandée, adressée au Service Fiscal du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

**Dispositions communes à toutes les taxes visées  
par la présente ordonnance.**

**Article 38** - Les montants exprimés en francs aux articles 5, 9, 14, 19, 23, 32 et 36 sont adaptés annuellement à l'indice des prix à la consommation du royaume; cette adaptation est réalisée à l'aide du coefficient qui est obtenu en divisant l'indice des prix du mois de décembre qui précède l'exercice par l'indice des prix de décembre 1994. Après application du coefficient, les montants sont arrondis à la dizaine de francs supérieure.

**Article 39** - La Région adresse annuellement aux redevables un formulaire de déclaration dont le modèle est arrêté par le Gouvernement.

Les redevables sont tenus de déclarer les éléments imposables sur la base de la situation existant au 1er janvier de l'exercice d'imposition. Ils sont tenus de renvoyer cette déclaration dûment complétée et signée dans les trente jours de son envoi.

Les redevables qui n'ont pas reçu de formulaire de déclaration au 1er février de chaque année sont tenus d'en réclamer un.

**Article 40 § 1er** - Le Gouvernement désigne les fonctionnaires chargés de recevoir et de vérifier les déclarations et de procéder à l'établissement et au recouvrement de la taxe; ces fonctionnaires, à l'exception de ceux qui sont chargés du recouvrement de la taxe, sont autorisés à prouver par tous moyens de droit, témoignages et présomptions compris, à l'exception du serment et par les procès-verbaux qu'ils dressent toute contravention aux dispositions de la présente ordonnance, de ses arrêtés d'exécution, de même que tout fait qui établit ou concourt à l'établissement de la taxe ou d'une majoration.

**Article 40 § 2** - Les redevables sont tenus d'accorder aux fonctionnaires munis d'une commission signée par le fonctionnaire désigné à cet effet par le Gouvernement, et chargés d'effectuer un contrôle ou une enquête se rapportant à l'application de la présente ordonnance, le libre accès à leurs locaux et bâtiments professionnels, à l'effet de permettre à ces fonctionnaires de procéder à des constatations susceptibles de contribuer à la perception correcte de la taxe.

**Article 42** - En cas d'erreur ou d'omission dans la déclaration du redevable, les fonctionnaires visés au § 1er de l'article 40, procèdent à la rectification de la déclaration; la rectification motivée est notifiée au redevable dans un délai de huit mois à compter du jour de la réception de la déclaration.

**Article 43 § 1er** - Lorsque le redevable n'a pas remis dans les délais, la déclaration dont question à l'article 39 ou ne s'est pas conformé aux obligations qui lui sont imposées par la présente ordonnance ou en exécution de celle-ci, les fonctionnaires visés au § 1er de l'article 40 procèdent à l'établissement d'office de la taxe due par le redevable eu égard aux éléments dont ils disposent.

**Article 43 § 2** - Avant de procéder à la taxation d'office, les fonctionnaires notifient au redevable, par lettre recommandée, les motifs de la taxation d'office et les éléments sur lesquels la taxe sera basée.

**Article 43 § 3** - Dans le mois qui suit l'envoi de cette notification, le redevable peut faire valoir ses observations par écrit; la taxe ne peut être établie avant l'expiration de ce délai.

**Article 43 § 4** - Lorsque le redevable est taxé d'office, il lui incombe, en cas de contestation, de faire la preuve du caractère manifestement exagéré de la taxation d'office.

**Article 44** - Les redevables sont tenus de fournir verbalement ou par écrit, sur réquisition des fonctionnaires visés à l'article 40, § 1er, tous renseignements qui leur sont réclamés aux fins de vérifier l'exacte perception de la taxe à leur charge ou à charge de tiers.

Tout refus de renseignement et toute communication de renseignements inexacts ou incomplets entraînent une majoration de la taxe de 10 % du montant de la taxe due.

Bijlage I bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 1995 tot vaststelling van de modellen van de aangifteformulieren betreffende de van de provinciale fiscaliteit overgenomen gewestbelastingen.



Ministerie van Brussels  
Hoofdstedelijk Gewest  
Administratie van Financiën  
Gewestbelasting voor 1995

Postbus 7  
Brussel 37 - 1000 Brussel

**TERUG TE STUREN  
VOOR**

**BELASTING  
1995**

Referentienr:

**GEWESTBELASTING (vroegere provinciale  
belasting) OP DE BANK- EN FINANCIERINGS-  
INSTELLINGEN EN DE BANKAUTOMATEN.**

Mevrouw, Mijnheer,

De ordonnantie van 22 december 1994, betreffende de overname van de provinciale fiscaliteit voorziet in hoofdstuk 1 dat vanaf het belastingjaar 1995 een jaarlijkse belasting <sup>ge</sup>even wordt op de bank- en financieringsinstellingen, evenals op de bankautomaten <sup>ge</sup>vestigd of geïnstalleerd op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Gelieve <sup>er</sup>erbijgevoegd het aangifteformulier voor de belasting 1995 te vinden.

Ik verzoek U dit formulier behoorlijk in te vullen, het te ondertekenen en het ons terug te sturen binnen de voorziene termijn (zie hierboven).

**Inlichtingen:**

- Voor elke bijkomende inlichting staan onze diensten ter Uwer beschikking op het telefoonnummer 02/204.14.09, van 14u tot 16u of aan onze loketten in het C.C.N.-gebouw, Vooruitgangstraat 80 te 1210 Brussel, van 9u tot 11u30.
- Elke briefwisseling dient gestuurd te worden naar het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Postbus 7, Brussel 37, 1000 Brussel, met vermelding van het bovenstaande referentienummer.

U dankend voor Uw bereidwillige medewerking, bied ik U, Mevrouw, Mijnheer, de blijken van mijn oprechte hoogachting aan.

J.P. Hagon  
De gemachtigde ambtenaar

Un formulaire en français peut être obtenu  
sur simple demande au n° téléphone  
mentionné ci-dessus.

**GEWESTBELASTING (vroegere provinciale  
belasting) OP DE BANK- EN FINANCIERINGS-  
INSTELLINGEN EN DE BANKAUTOMATEN.**

Voor 1995 wordt de belasting vastgesteld op :

- 30.000 BF per bank- of financieringsinstelling
- 10.000 BF per bankautomaat

De aangifte heeft betrekking op de toestand bestaande op 1 januari 1995.

**AANGIFTE :**

**Naam en adres van de instelling :**  
(indien nodig lijst bijvoegen op een afzonderlijk blad)

.....  
 .....  
 .....

..... **Tel :** .....

Aantal loketten	Aantal bedienden	Aantal bankautomaten

Opgemaakt te .....

op ..... / ..... / 19.....

Uw telefoonnummer : ...../.....

Aantal bijlagen : .....

Handtekening,

**Artikelen van de ordonnantie van 22 december 1994 betreffende  
de overname van de provinciale fiscaliteit.**

**Belasting op de bank- en financieringsinstellingen en de bankautomaten**

**Artikel 2** - Vanaf het belastingjaar 1995 wordt een jaarlijkse belasting geheven op de bank- en financieringsinstellingen evenals op de bankautomaten, gevestigd of geïnstalleerd op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Onder bank- en financieringsinstelling wordt verstaan, elke instelling, hoofdzetel of bijhuis toegankelijk voor het publiek en die hoofdzakelijk deposito, financierings-, krediet-, spaar- of wisselverrichtingen uitvoeren.

Onder bankautomaten wordt verstaan elk toestel dat op de openbare weg of elke plaats voor het publiek toegankelijk kan gebruikt worden en dat toelaat geldopnemingen en/of deposito- of spaarverrichtingen uit te voeren.

**Artikel 3** - De belasting is verschuldigd door de uitbater, de natuurlijke of publieke of private rechtspersoon, of bij gebreke hiervan door de eigenaar van de instelling en van het toestel.

**Artikel 4** - Zijn niet aan de belasting onderworpen :

1. de instellingen die geen twee loketten hebben. Indien er geen twee loketten zijn moeten er minstens twee personen onder bediendencontract werken om aan de belasting onderworpen te zijn.
2. de kantoren van notarissen, verzekeringsagenten en -makelaars.

**Artikel 5 § 1** - De belasting wordt vastgesteld op :

1. 30.000 fr. per bank- of financieringsinstelling
2. 10.000 fr. per bankautomaat

**Artikel 5 § 2** - De belasting is verschuldigd voor het ganse belastingjaar, welke ook het ogenblik van opening of sluiting van het agentschap of van de plaatsing van het apparaat moge zijn.

**Artikel 6** - Indien de opening van een agentschap of de plaatsing van een apparaat gebeurt in de loop van het belastingjaar is de belastingplichtige verplicht binnen de twee maanden na deze opening of plaatsing bij aangetekende brief daarvan kennis te geven aan de Fiscale Dienst van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.



**Gemeenschappelijke bepalingen, toepasselijk op alle belastingen**  
**bedoeld in deze ordonnantie.**

**Artikel 38** - De in franken uitgedrukte bedragen, bepaald in de artikelen 5, 9, 14, 19, 23, 32 en 36 worden jaarlijks aangepast aan het indexcijfer der consumptieprijzen van het rijk; deze aanpassing gebeurt door middel van de coëfficiënt die wordt bekomen door het indexcijfer van de maand december van het jaar voorafgaand aan het belastingjaar te delen door het indexcijfer van de maand december 1994. Na toepassing van de coëfficiënt, worden de bedragen afgerond naar het hogere tiental.

**Artikel 39** - Het Gewest zendt de belastingplichtigen jaarlijks een aangifteformulier waarvan het model door de Regering vastgesteld wordt.

De belastingplichtigen dienen van de belastbare elementen aangifte te doen, volgens de toestand bestaande op 1 januari van het belastingjaar. Zij dienen dit formulier, behoorlijk ingevuld en ondertekend, terug te sturen binnen dertig dagen na zijn verzending.

De belastingplichtigen die op 1 februari van elk belastingjaar nog geen aangifteformulier hebben ontvangen dienen er zelf een aan te vragen.

**Artikel 40 § 1** - De Regering wijst de ambtenaren aan die belast zijn met de in ontvangsname en het nazicht van de aangiften en met de invordering en de inning van de belasting; deze ambtenaren, met uitzondering van hen die belast zijn met de inning van de belasting, kunnen met alle wettelijke middelen, inclusief getuigen en vermoedens, met uitzondering van de eed, en door de processenverbaal die ze opmaken, elke overtreding van de bepalingen van deze ordonnantie en van de uitvoeringsbesluiten ervan, als- mede ieder feit dat de invordering van de belasting of een verhoging verantwoordt of daartoe bijdraagt, bewijzen.

**Artikel 40 § 2** - De belastingplichtigen zijn ertoe gehouden aan de ambtenaren, voorzien van een aanstellingsbewijs getekend door de ambtenaar die daartoe door de Regering wordt aangewezen, en die belast zijn met een controle of onderzoek in verband met de toepassing van de ordonnantie, vrije toegang te verlenen tot hun bedrijfslokalen en -gebouwen, ten einde aan deze ambtenaren de mogelijkheid te verschaffen vaststellingen te doen die kunnen bijdragen tot de juiste inning van de belasting.

**Artikel 42** - In geval van vergissingen of onvolledigheden in de aangifte van de belastingplichtige, gaan de ambtenaren, bedoeld in artikel 40 § 1, over tot de rechtzetting van de aangifte; de gemotiveerde rechtzetting wordt aan de belastingplichtige betekend binnen een termijn van acht maanden na de ontvangst van de aangifte.

**Artikel 43 § 1** - Wanneer de belastingplichtige zijn aangifte bedoeld in artikel 39 niet binnen de termijnen heeft ingediend of de verplichtingen hem opgelegd door deze ordonnantie of in uitvoering ervan niet heeft nageleefd, gaan de ambtenaren, bedoeld in artikel 40 § 1, ambtshalve over tot de heffing van de door de belastingplichtige verschuldigde belasting op grond van de elementen waarover zij beschikken.

**Artikel § 2** - Alvorens over te gaan tot de ambtshalve heffing, stellen de ambtenaren de belastingplichtigen, bij aangetekende brief, in kennis van de motieven van de ambtshalve heffing en de elementen op basis waarvan de belasting zal worden geheven.

**Artikel § 3** - Binnen de maand volgend op de toezending van deze kennisgeving, kan de belastingplichtige zijn schriftelijke opmerkingen overmaken; de belasting mag niet worden geheven vooraleer deze termijn is verstreken.

**Artikel § 4** - Wanneer de belastingplichtige ambtshalve wordt belast, komt het hem toe, in geval van betwisting, te bewijzen dat de ambtshalve heffing kennelijk overdreven is.

**Artikel 44** - De belastingplichtigen zijn ertoe gehouden om, mondeling of schriftelijk, op verzoek van de ambtenaren bedoeld in artikel 40 § 1, alle inlichtingen te verschaffen die hen worden gevraagd ten einde de precieze inning van de belasting te kunnen laste of ten laste van derden, te kunnen verifiëren.

Iedere weigering om inlichtingen te verschaffen en iedere verkeerde of onvolledige inlichting hebben een verhoging met 10 % van de verschuldigde belasting tot gevolg.

Annexe II à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 1995 déterminant les modèles des formules de déclaration aux taxes régionales reprises de la fiscalité provinciale.



Ministère de la Région de  
Bruxelles-Capitale  
Administration des Finances  
Taxe Régionale pour 1995

Boîte postale 7  
Bruxelles 37 - 1000 Bruxelles

**A RENVoyer**  
**AVANT LE**

**TAXE**  
**1995**

N° de réf.:

**TAXE REGIONALE (ancienne taxe provinciale) SUR LES AGENCES DE PARIS AUX COURSES DE CHEVAUX.**

Madame, Monsieur,

L'ordonnance du 22 décembre 1994, relative à la reprise de la fiscalité provinciale prévoit en son chapitre 2 qu'à partir de l'exercice 1995 il est établi une taxe annuelle sur chaque agence de paris aux courses de chevaux, établie sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, et agréée pour accepter des paris sur les courses de chevaux courues à l'étranger.

Veillez trouver ci-joint le formulaire de déclaration pour la taxe 1995 que je vous prie de bien vouloir renvoyer, dûment complété et signé, dans le délai prévu (voir ci-dessus).

**Renseignements:**

- Pour tout renseignement complémentaire nos services restent à votre disposition au numéro de téléphone 02/204.14.09, de 14h à 16h ou à nos guichets au C.C.N., Rue du Progrès 80, 1210 Bruxelles, de 9h à 11h30.
- Tout courrier doit être adressé au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Boîte postale 7, Bruxelles 37, 1000 Bruxelles, sans oublier de mentionner le n° de référence inscrit ci-dessus.

En vous remerciant de votre collaboration, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

J.P. Hagon  
Le fonctionnaire délégué

U kan een nederlandstalig formulier aanvragen op het bovenvermelde telefoonnummer.

**TAXE REGIONALE (ancienne taxe provinciale)**  
**SUR LES AGENCES DE PARIS AUX**  
**COURSES DE CHEVAUX.**

Pour 1995 le taux de la taxe est fixé à 18.000 FB

La déclaration porte sur la situation existante au 1er janvier 1995.

**DECLARATION :**

Le soussigné ..... (nom et prénom)

demeurant à ....., rue ....., n° .....

déclare exploiter pour son compte (1)  
ou pour le compte de :

a) M .....(1)

demeurant à ....., rue ....., n° .....

b) la société ou association (1) .....

ayant son siège à ....., rue ....., n° .....

dont il est le représentant ou le gérant,

une agence de paris aux courses de chevaux, dont le local est situé à

....., rue ....., n° .....

et ce à partir du ....., jusqu'au .....

Cette agence est : - l'agence principale (1)  
- la succursale de l'agence établie à (1) .....,  
rue ....., n° .....

(si nécessaire joindre liste sur feuille annexe)

Fait à .....

(1) A biffer selon le cas

le ..... / ..... / 19.....

Votre téléphone : .../.....

Signature,

Nombre d'annexes : .....

**Articles de l'ordonnance du 22 décembre 1994 relative  
à la reprise de la fiscalité provinciale.**

**Taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux**

**Article 7** - A partir de l'exercice 1995, il est établi une taxe annuelle sur chaque agence de paris aux courses de chevaux, établie sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, et agréée pour accepter des paris sur les courses de chevaux courues à l'étranger.

Par agence de paris, on entend, pour l'application de la taxe, tout local ou toute succursale situé en dehors des enceintes où les courses ont lieu et où des paris aux courses sont acceptés ou organisés, à l'exclusion des bureaux de pari mutuel sur les courses de chevaux courues en Belgique, dans lesquels sont recueillis des fonds destinés au service de ce pari, conformément aux dispositions de l'article 67 § 1er, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus.

Par agence agréée on entend chaque agence agréée par le directeur régional des Contributions Directes du Ministère fédéral des Finances.

**Article 8** - La taxe est due par toute personne, association ou société exploitant une agence de paris aux courses. Si l'officine est tenue pour le compte d'une tierce personne, par un gérant ou un autre préposé, seul le commettant est considéré comme exploitant, pour l'application de la taxe.

**Article 9** - La taxe est fixée à 18.000 fr. par an. Si l'exploitation commence ou prend fin dans le courant de l'exercice, la taxe est due par mois d'activité pendant l'exercice.

Une activité d'une fraction de mois est considérée comme une activité d'un mois entier.

En cas de cession d'officine dans le courant d'un mois, le nouvel exploitant est, également redevable de la taxe, pour le mois courant.

**Article 10** - Lorsque l'ouverture de l'agence a lieu dans le courant de l'exercice, l'exploitant est tenu de la notifier dans le mois par lettre recommandée adressée au Service Fiscal du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

**Dispositions communes à toutes les taxes visées  
par la présente ordonnance.**

**Article 38** - Les montants exprimés en francs aux articles 5, 9, 14, 19, 23, 32 et 36 sont adaptés annuellement à l'indice des prix à la consommation du royaume; cette adaptation est réalisée à l'aide du coefficient qui est obtenu en divisant l'indice des prix du mois de décembre qui précède l'exercice par l'indice des prix de décembre 1994. Après application du coefficient, les montants sont arrondis à la dizaine de francs supérieure.

**Article 39** - La Région adresse annuellement aux redevables un formulaire de déclaration dont le modèle est arrêté par le Gouvernement.

Les redevables sont tenus de déclarer les éléments imposables sur la base de la situation existant au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition. Ils sont tenus de renvoyer cette déclaration dûment complétée et signée dans les trente jours de son envoi.

Les redevables qui n'ont pas reçu de formulaire de déclaration au 1<sup>er</sup> février de chaque année sont tenus d'en réclamer un.

**Article 40 § 1<sup>er</sup>** - Le Gouvernement désigne les fonctionnaires chargés de recevoir et de vérifier les déclarations et de procéder à l'établissement et au recouvrement de la taxe; ces fonctionnaires, à l'exception de ceux qui sont chargés du recouvrement de la taxe, sont autorisés à prouver par tous moyens de droit, témoignages et présomptions compris, à l'exception du serment et par les procès-verbaux qu'ils dressent toute contravention aux dispositions de la présente ordonnance, de ses arrêtés d'exécution, de même que tout fait qui établit ou concourt à l'établissement de la taxe ou d'une majoration.

**Article 40 § 2** - Les redevables sont tenus d'accorder aux fonctionnaires munis d'une commission signée par le fonctionnaire désigné à cet effet par le Gouvernement, et chargés d'effectuer un contrôle ou une enquête se rapportant à l'application de la présente ordonnance, le libre accès à leurs locaux et bâtiments professionnels, à l'effet de permettre à ces fonctionnaires de procéder à des constatations susceptibles de contribuer à la perception correcte de la taxe.

**Article 42** - En cas d'erreur ou d'omission dans la déclaration du redevable, les fonctionnaires visés au § 1<sup>er</sup> de l'article 40, procèdent à la rectification de la déclaration; la rectification motivée est notifiée au redevable dans un délai de huit mois à compter du jour de la réception de la déclaration.

**Article 43 § 1<sup>er</sup>** - Lorsque le redevable n'a pas remis dans les délais, la déclaration dont question à l'article 39 ou ne s'est pas conformé aux obligations qui lui sont imposées par la présente ordonnance ou en exécution de celle-ci, les fonctionnaires visés au § 1<sup>er</sup> de l'article 40 procèdent à l'établissement d'office de la taxe due par le redevable eu égard aux éléments dont ils disposent.

**Article 43 § 2** - Avant de procéder à la taxation d'office, les fonctionnaires notifient au redevable, par lettre recommandée, les motifs de la taxation d'office et les éléments sur lesquels la taxe sera basée.

**Article 43 § 3** - Dans le mois qui suit l'envoi de cette notification, le redevable peut faire valoir ses observations par écrit; la taxe ne peut être établie avant l'expiration de ce délai.

**Article 43 § 4** - Lorsque le redevable est taxé d'office, il lui incombe, en cas de contestation, de faire la preuve du caractère manifestement exagéré de la taxation d'office.

**Article 44** - Les redevables sont tenus de fournir verbalement ou par écrit, sur réquisition des fonctionnaires visés à l'article 40, § 1<sup>er</sup>, tous renseignements qui leur sont réclamés aux fins de vérifier l'exacte perception de la taxe à leur charge ou à charge de tiers.

Tout refus de renseignement et toute communication de renseignements inexacts ou incomplets entraînent une majoration de la taxe de 10 % du montant de la taxe due.

Bijlage II bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 1995 tot vaststelling van de modellen van de aangifteformulieren betreffende de van de provinciale fiscaliteit overgenomen gewestbelastingen.



Ministerie van Brussels  
Hoofdstedelijk Gewest  
Administratie van Financiën  
Gewestbelasting voor 1995

Postbus 7  
Brussel 37 - 1000 Brussel

**TERUG TE STUREN  
VOOR**

**BELASTING  
1995**

Referentienr:

**GEWESTBELASTING (vroegere provinciale belasting) OP DE AGENTSCHAPPEN VOOR WEDDENSCHAPPEN OP PAARDENWEDRENNEN:**

Mevrouw, Mijnheer,

De ordonnantie van 22 december 1994, betreffende de overname van de provinciale fiscaliteit voorziet in hoofdstuk 2 dat vanaf het belastingjaar 1995 een jaarlijkse belasting geheven wordt op elk, op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gevestigd, erkend agentschap voor weddenschappen op paardenwedrennen die in het buitenland plaatsvinden.

Gelieve hierbijgevoegd het aangifteformulier voor de belasting 1995 te vinden. Ik verzoek U dit formulier behoorlijk in te vullen, het te ondertekenen en het ons terug te sturen binnen de voorziene termijn (zie hierboven).

**Inlichtingen:**

- Voor elke bijkomende inlichting staan onze diensten ter Uwer beschikking op het telefoonnummer 02/204.14.09, van 14u tot 16u of aan onze loketten in het C.C.N.-gebouw, Vooruitgangstraat 80, 1210 Brussel, van 9u tot 11u30.
- Elke briefwisseling dient gestuurd te worden naar het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Postbus 7, Brussel 37, 1000 Brussel, met vermelding van het bovenstaande referentienummer.

U dankend voor Uw bereidwillige medewerking, bied ik U, Mevrouw, Mijnheer, de bliken van mijn oprechte hoogachting aan.

J.P. Hagon  
De gemachtigde ambtenaar

Un formulaire en français peut être obtenu sur simple demande au n° téléphone mentionné ci-dessus.

**GEWESTBELASTING (vroegere provinciale  
belasting) OP DE AGENTSCHAPPEN VOOR  
WEDDENSCHAPPEN OP PAARDENWED-  
RENNEN.**

Voor 1995 wordt de belasting vastgesteld op 18.000 BF.

De aangifte heeft betrekking op de toestand bestaande op 1 januari 1995.

**AANGIFTE :**

De ondergetekende ..... (naam en voornaam)

wonende te ....., straat ....., nr .....

verklaart voor zijn rekening (1)  
of voor rekening van :

a) M .....(1)

wonende te ....., straat ....., nr .....

b) de vennootschap of vereniging(1) .....

die haar zetel heeft te ....., straat....., nr .....

waarvan hij de vertegenwoordiger of de zaakvoerder is,

een agentschap voor weddenschappen op de paardenwedrennen uit te baten, waarvan  
het lokaal gevestigd is te

....., straat ....., nr .....

en dit vanaf ....., tot .....

Dit agentschap is : - het hoofdagentschap (1)

- het bijbureau van het agentschap gevestigd te(1)

....., postcode .....

straat ....., nr .....

(indien nodig lijst bijvoegen op een afzonderlijk blad)

(1) Doorhalen wat niet past

Opgemaakt te .....

Uw telefoonnummer : ..... / .....

op ..... / ..... / 19.....

Aantal bijlagen : .....

Handtekening,

**Artikelen van de ordonnantie van 22 december 1994 betreffende  
de overname van de provinciale fiscaliteit.**

**Belasting op de agentschappen voor weddenschappen  
op paardenwedrennen.**

Artikel 7 - Vanaf het belastingjaar 1995 wordt een jaarlijkse belasting geheven op elk, op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gevestigd, erkend agentschap voor weddenschappen op paardenwedrennen die in het buitenland plaatsvinden.

Onder agentschap wordt, voor de toepassing van de belasting, verstaan elk lokaal, of bijbureau, gelegen buiten de omheiningen waar de wedrennen plaatsgrijpen en waar de weddenschappen op de wedrennen aangenomen of ingericht worden met uitzondering van de kantoren voor "onderlinge" weddenschappen op paardenwedrennen die in België plaatsvinden waar overeenkomstig het bepaalde, in artikel 67,

§ 1 van het Wetboek op de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen gelden, bestemd tot de dienst van die weddenschappen, worden ingezameld.

Onder erkend agentschap dient te worden verstaan elk agentschap dat erkend is door de gewestelijke directeur van de directe belastingen van het federale Ministerie van Financiën.

Artikel 8 - De belasting is verschuldigd door iedere persoon, vereniging of maatschappij die een agentschap uitbaat. Indien het kantoor door een beheerder of een andere aangestelde wordt gehouden voor rekening van een derde persoon, wordt, voor de toepassing van de belasting, alleen de lastgever beschouwd als uitbater.

Artikel 9 - De belasting is vastgesteld op 18.000 fr. per jaar. Indien de uitbating aanvangt of eindigt in de loop van het belastingjaar, is de belasting verschuldigd per maand activiteit, uitgeoefend tijdens het belastingjaar.

Een activiteit uitgeoefend tijdens een gedeelte van een maand wordt beschouwd als een activiteit uitgeoefend tijdens een volledige maand.

In geval van overname in de loop van de maand is de nieuwe uitbater de belasting eveneens verschuldigd voor de lopende maand.

Artikel 19 - Ingeval de opening van het agentschap plaats heeft in de loop van het belastingjaar dient de uitbater binnen de maand na deze opening bij aangetekende brief daarvan kennis te geven aan de Fiscale Dienst van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest.



**Gemeenschappelijke bepalingen, toepasselijk op alle belastingen  
bedoeld in deze ordonnantie.**

**Artikel 38** - De in franken uitgedrukte bedragen, bepaald in de artikelen 5, 9, 14, 19, 23, 32 en 36 worden jaarlijks aangepast aan het indexcijfer der consumptieprijzen van het rijk; deze aanpassing gebeurt door middel van de coëfficiënt die wordt bekomen door het indexcijfer van de maand december van het jaar voorafgaand aan het belastingjaar te delen door het indexcijfer van de maand december 1994. Na toepassing van de coëfficiënt, worden de bedragen afgerond naar het hogere tiental.

**Artikel 39** - Het Gewest zendt de belastingplichtigen jaarlijks een aangifteformulier waarvan het model door de Regering vastgesteld wordt.

De belastingplichtigen dienen van de belastbare elementen aangifte te doen, volgens de toestand bestaande op 1 januari van het belastingjaar. Zij dienen dit formulier, behoorlijk ingevuld en ondertekend, terug te sturen binnen dertig dagen na zijn verzending.

De belastingplichtigen die op 1 februari van elk belastingjaar nog geen aangifteformulier hebben ontvangen dienen er zelf een aan te vragen.

**Artikel 40 § 1** - De Regering wijst de ambtenaren aan die belast zijn met de in ontvangsname en het nazicht van de aangiften en met de invordering en de inning van de belasting; deze ambtenaren, met uitzondering van hen die belast zijn met de inning van de belasting, kunnen met alle wettelijke middelen, inclusief getuigen en vermoedens, met uitzondering van de eed, en door de processen-verbaal die ze opmaken, elke overtreding van de bepalingen van deze ordonnantie en van de uitvoeringsbesluiten ervan, alsmede ieder feit dat de invordering van de belasting of een verhoging verantwoordt of daartoe bijdraagt, bewijzen.

**Artikel 40 § 2** - De belastingplichtigen zijn ertoe gehouden aan de ambtenaren, voorzien van een aanstellingsbewijs getekend door de ambtenaar die daartoe door de Regering wordt aangewezen, en die belast zijn met een controle of onderzoek in verband met de toepassing van de ordonnantie, vrije toegang te verlenen tot hun bedrijfslokalen en gebouwen, ten einde aan deze ambtenaren de mogelijkheid te verschaffen vaststellingen te doen

die kunnen bijdragen tot de juiste inning van de belasting.

**Artikel 42** - In geval van vergissingen of onvolledigheden in de aangifte van de belastingplichtige, gaan de ambtenaren, bedoeld in artikel 40 § 1, over tot de rechtzetting van de aangifte; de gemotiveerde rechtzetting wordt aan de belastingplichtige betekend binnen een termijn van acht maanden na de ontvangst van de aangifte.

**Artikel 43 § 1** - Wanneer de belastingplichtige zijn aangifte bedoeld in artikel 39 niet binnen de termijnen heeft ingediend of de verplichtingen hem opgelegd door deze ordonnantie of in uitvoering ervan niet heeft nageleefd, gaan de ambtenaren, bedoeld in artikel 40 § 1, ambtshalve over tot de heffing van de door de belastingplichtige verschuldigde belasting op grond van de elementen waarover zij beschikken.

**Artikel 43 § 2** - Alvorens over te gaan tot de ambtshalve heffing, stellen de ambtenaren de belastingplichtigen, bij aangetekende brief, in kennis van de motieven van de ambtshalve heffing en de elementen op basis waarvan de belasting zal worden geheven.

**Artikel 43 § 3** - Binnen de maand volgend op de toezending van deze kennisgeving, kan de belastingplichtige zijn schriftelijke opmerkingen overmaken; de belasting mag niet worden geheven vooraleer deze termijn is verstreken.

**Artikel 43 § 4** - Wanneer de belastingplichtige ambtshalve wordt belast, komt het hem toe, in geval van betwisting, te bewijzen dat de ambtshalve heffing kennelijk overdreven is.

**Artikel 44** - De belastingplichtigen zijn ertoe gehouden om, mondeling of schriftelijk, op verzoek van de ambtenaren bedoeld in artikel 40 § 1, alle inlichtingen te verschaffen die hen worden gevraagd ten einde de precieze inning van de belasting te kunnen verifiëren.

Iedere weigering om inlichtingen te verschaffen en iedere verkeerde of onvolledige inlichting hebben een verhoging met 10 % van de verschuldigde belasting tot gevolg.

Annexe III à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 1995 déterminant les modèles des formules de déclaration aux taxes régionales reprises de la fiscalité provinciale.



Ministère de la Région de  
Bruxelles-Capitale  
Administration des Finances  
Taxe Régionale pour 1995

Boîte postale 7  
Bruxelles 37 - 1000 Bruxelles

**A RENVoyer  
AVANT LE**

**TAXE  
1995**

N° de réf.:

**TAXE REGIONALE (ancienne taxe  
provinciale) SUR LES PANNEAUX  
D'AFFICHAGE.**

Madame, Monsieur,

L'ordonnance du 22 décembre 1994, relative à la reprise de la fiscalité provinciale prévoit en son chapitre 3 qu'à partir de l'exercice 1995 il est établi une taxe annuelle à charge des personnes physiques ou morales à l'intervention desquelles des panneaux d'affichage sont placés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Veuillez trouver ci-joint le formulaire de déclaration pour la taxe 1995 que je vous prie de bien vouloir renvoyer, dûment complété et signé, dans le délai prévu (voir ci-dessus).

**Renseignements:**

- Pour tout renseignement complémentaire nos services restent à votre disposition au numéro de téléphone 02/204.14.09, de 14h à 16h ou à nos guichets au C.C.N., Rue du Progrès 80, 1210 Bruxelles, de 9h à 11h30.

- Tout courrier doit être adressé au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Boîte postale 7, Bruxelles 37, 1000 Bruxelles, sans oublier de mentionner le n° de référence inscrit ci-dessus.

En vous remerciant de votre collaboration, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

J.P. Hagon  
Le fonctionnaire délégué

U kan een nederlandstalig formulier aanvragen op het  
bovenvermelde telefoonnummer.

**TAXE REGIONALE (ancienne taxe provinciale)  
SUR LES PANNEAUX D'AFFICHAGE.**

Pour 1995 le taux de la taxe est fixé, pour chaque panneau pris séparément, à 2 FB le dm<sup>2</sup> et forfaitairement à 12.000 FB par an pour un panneau mobile (voir article 14 - pages suivantes du présent formulaire).

La déclaration porte sur la situation existante au 1er janvier 1995.

**DECLARATION :**

Le (la) soussigné(e) .....(nom et prénom ou raison sociale)  
demeurant à (dont le siège est établi à) .....  
rue ....., n° ....., code postal .....  
déclare être propriétaire de ..... panneaux d'affichage d'une superficie totale de  
....., dont le détail est mentionné ci-dessous :  
(si nécessaire joindre liste sur feuille annexe)

SITUATION DU PANNEAU	SUPERFICIE
PANNEAUX MOBILES : Nombre :	

Votre téléphone : ..... / .....  
Nombre d'annexes : .....

Fait à .....

le ..... / ..... / 19.....

Signature,

**Articles de l'ordonnance du 22 décembre 1994 relative  
à la reprise de la fiscalité provinciale.**

**Taxe sur les panneaux d'affichage**

**Article 11** - A partir de l'exercice 1995, il est établi une taxe annuelle à charge des personnes physiques ou morales à l'intervention desquelles des panneaux d'affichage sont placés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Par panneaux d'affichage, on entend toute construction en quelque matériau que ce soit, y compris les murs ou parties de murs et les clôtures, loués ou employés dans le but de recevoir de la publicité, situés le long de la voie publique ou à tout endroit à ciel ouvert, visible de la voie publique, destinés à recevoir de la publicité par collage, agrafage, peinture ou par tout autre moyen.

En ce qui concerne les murs ou parties de murs sur lesquels les publicités sont faites, la surface totale couverte doit être considérée comme un seul panneau même si plusieurs publicités s'y trouvent. La taxe est également due pour chaque panneau mobile mis en circulation sur la voie publique ou visible de la voie publique.

**Article 12** - La taxe est due par la personne physique ou morale qui dispose du droit d'utiliser le panneau d'affichage ou, si l'utilisateur n'est pas connu, par le propriétaire du terrain ou du mur où se trouve le panneau, ou du véhicule qui sert à son transport.

**Article 13** - La taxe n'est pas due pour :

- a) les panneaux d'affichage attachés aux maisons de commerce et destinés à promouvoir la vente de leur produits;
- b) les panneaux utilisés par des pouvoirs publics ou des services publics;
- c) les panneaux uniquement utilisés pour des annonces notariales;
- d) les panneaux fixes qui sont uniquement utilisés à l'occasion des élections prévues par la loi;
- e) les panneaux utilisés sur les terrains de sport et dirigés vers le lieu du sport exercé;
- f) les panneaux fixes utilisés exclusivement par des groupements à caractère culturel ou sportif.

**Article 14 § 1er** - Le taux de cette taxe est fixé, pour chaque panneau pris séparément, à 2 fr. le dm<sup>2</sup>. Pour le calcul de la taxe, est prise en considération la surface utile du panneau, c'est-à-dire la surface susceptible d'être utilisée pour l'affichage, à l'exclusion de l'encadrement.

La taxe est établie d'après la surface imposable totale du panneau.

En ce qui concerne l'affichage sur les murs ou les parties de murs, seule est taxable la partie qui est effectivement utilisée pour la publicité. Pour les panneaux ayant plusieurs faces, la taxe est établie d'après la superficie de toutes les faces visibles.

Pour les panneaux mobiles la taxe est fixée forfaitairement à 12.000 frs. par an.

**Article 14 § 2** - La taxe est due pour toute la durée de l'exercice, quelle que soit la durée de l'utilisation du panneau d'affichage.

**Article 14 § 3** - Si par suite d'une injonction de l'autorité ou par l'effet de quelque force majeure, le panneau est réduit ou supprimé, le redevable ne peut, de ce chef, prétendre à aucun remboursement.

**Article 15** - Le redevable qui dans le courant de l'exercice, procède à la construction ou au déplacement d'un ou de plusieurs panneaux d'affichage est tenu de notifier cette construction ou ce déplacement dans le délai d'un mois, par lettre recommandée adressée au Service Fiscal du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Cette notification mentionnera la superficie de ce ou de ces panneaux.

L'utilisateur ou propriétaire qui dans le courant de l'exercice veut procéder à la mise en circulation d'un panneau mobile, doit en faire notification avant cette mise en circulation, par lettre recommandée, adressée au Service Fiscal du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Les notifications dont question ci-dessus sont valables pour toute la durée d'utilisation du panneau d'affichage ou du panneau mobile.

**Dispositions communes à toutes les taxes visées  
par la présente ordonnance.**

**Article 38** - Les montants exprimés en francs aux articles 5, 9, 14, 19, 23, 32 et 36 sont adaptés annuellement à l'indice des prix à la consommation du royaume; cette adaptation est réalisée à l'aide du coefficient qui est obtenu en divisant l'indice des prix du mois de décembre qui précède l'exercice par l'indice des prix de décembre 1994. Après application du coefficient, les montants sont arrondis à la dizaine de francs supérieure.

**Article 39** - La Région adresse annuellement aux redevables un formulaire de déclaration dont le modèle est arrêté par le Gouvernement.

Les redevables sont tenus de déclarer les éléments imposables sur la base de la situation existant au 1er janvier de l'exercice d'imposition. Ils sont tenus de renvoyer cette déclaration dûment complétée et signée dans les trente jours de son envoi.

Les redevables qui n'ont pas reçu de formulaire de déclaration au 1er février de chaque année sont tenus d'en réclamer un.

**Article 40 § 1er** - Le Gouvernement désigne les fonctionnaires chargés de recevoir et de vérifier les déclarations et de procéder à l'établissement et au recouvrement de la taxe; ces fonctionnaires, à l'exception de ceux qui sont chargés du recouvrement de la taxe, sont autorisés à prouver par tous moyens de droit, témoignages et présomptions compris, à l'exception du serment et par les procès-verbaux qu'ils dressent toute contravention aux dispositions de la présente ordonnance, de ses arrêtés d'exécution, de même que tout fait qui établit ou concourt à l'établissement de la taxe ou d'une majoration.

**Article 40 § 2** - Les redevables sont tenus d'accorder aux fonctionnaires munis d'une commission signée par le fonctionnaire désigné à cet effet par le Gouvernement, et chargés d'effectuer un contrôle ou une enquête se rapportant à l'application de la présente ordonnance, le libre accès à leurs locaux et bâtiments professionnels, à l'effet de permettre à ces fonctionnaires de procéder à des constatations susceptibles de contribuer à la perception correcte de la taxe.

**Article 42** - En cas d'erreur ou d'omission dans la déclaration du redevable, les fonctionnaires visés au § 1er de l'article 40, procèdent à la rectification de la déclaration; la rectification motivée est notifiée au redevable dans un délai de huit mois à compter du jour de la réception de la déclaration.

**Article 43 § 1er** - Lorsque le redevable n'a pas remis dans les délais, la déclaration dont question à l'article 39 ou ne s'est pas conformé aux obligations qui lui sont imposées par la présente ordonnance ou en exécution de celle-ci, les fonctionnaires visés au § 1er de l'article 40 procèdent à l'établissement d'office de la taxe due par le redevable eu égard aux éléments dont ils disposent.

**Article 43 § 2** - Avant de procéder à la taxation d'office, les fonctionnaires notifient au redevable, par lettre recommandée, les motifs de la taxation d'office et les éléments sur lesquels la taxe sera basée.

**Article 43 § 3** - Dans le mois qui suit l'envoi de cette notification, le redevable peut faire valoir ses observations par écrit; la taxe ne peut être établie avant l'expiration de ce délai.

**Article 43 § 4** - Lorsque le redevable est taxé d'office, il lui incombe, en cas de contestation, de faire la preuve du caractère manifestement exagéré de la taxation d'office.

**Article 44** - Les redevables sont tenus de fournir verbalement ou par écrit, sur réquisition des fonctionnaires visés à l'article 40, § 1er, tous renseignements qui leur sont réclamés aux fins de vérifier l'exacte perception de la taxe à leur charge ou à charge de tiers.

Tout refus de renseignement et toute communication de renseignements inexacts ou incomplets entraînent une majoration de la taxe de 10 % du montant de la taxe due.

Bijlage III bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 1995 tot vaststelling van de modellen van de aangifteformulieren betreffende de van de provinciale fiscaliteit overgenomen gewestbelastingen.



Ministerie van Brussels  
Hoofdstedelijk Gewest  
Administratie van Financiën  
Gewestbelasting voor 1995

Postbus 7  
Brussel 37 - 1000 Brussel

**TERUG TE STUREN  
VOOR**

**BELASTING  
1995**

Referentienr:

### **GEWESTBELASTING (vroegere provinciale belasting) OP DE AANPLAKBORDEN.**

Mevrouw, Mijnheer,

De ordonnantie van 22 december 1994, betreffende de overname van de provinciale fiscaliteit voorziet in hoofdstuk 3 dat vanaf het belastingjaar 1995 een jaarlijkse belasting geheven wordt ten laste van de natuurlijke of rechtspersonen door wier tussenkomst aanplakborden zijn geplaatst op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Gelieve hierbijgevoegd het aangifteformulier voor de belasting 1995 te vinden.

Ik verzoek U dit formulier behoorlijk in te vullen, het te ondertekenen en het ons terug te sturen binnen de voorziene termijn (zie hierboven).

#### **Inlichtingen:**

- Voor elke bijkomende inlichting staan onze diensten ter Uwer beschikking op het telefoonnummer 02/204.14.09, van 14u tot 16u of aan onze loketten in het C.C.N.-gebouw, Vooruitgangstraat 80, 1210 Brussel, van 9u tot 11u30 .
- Elke briefwisseling dient gestuurd te worden naar het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Postbus 7, Brussel 37, 1000 Brussel, met vermelding van het bovenstaande referentienummer.

U dankend voor Uw bereidwillige medewerking, bied ik U, Mevrouw, Mijnheer, de blijken van mijn oprechte hoogachting aan.

**J.P. Hagon**  
De gemachtigde ambtenaar

Un formulaire en français peut être obtenu  
sur simple demande au n° téléphone  
mentionné ci-dessus.

**GEWESTBELASTING (vroegere provinciale  
belasting ) OP DE AANPLAKBORDEN.**

Voor 1995 is het bedrag van de belasting voor elk bord vastgesteld op 2 BF per dm<sup>2</sup> en forfaitair op 12.000 BF per jaar voor een mobiel paneel ( zie artikel 14 - volgende bladzijden van dit formulier).

De aangifte heeft betrekking op de toestand bestaande op 1 januari 1995.

**AANGIFTE :**

Ondergetekende .....(naam en voornaam of maatschappij)

wonende te (waarvan de zetel gevestigd is te) .....

straat ....., nr ....., postcode .....

verklaart eigenaar te zijn van ..... aanplakborden met een totale oppervlakte van

....., waarvan een uitgebreide opsomming hieronder volgt:

(indien nodig lijst bijvoegen op een afzonderlijk blad)

LIGGING VAN HET AANPLAKBORD	OPPERVLAKTE

MOBIELE PANELEN : Aantal :

Opgemaakt te

op . / / 19

Handtekening,

Uw telefoonnummer . / . . . . .

Aantal bijlagen

**Artikelen van de ordonnantie van 22 december 1994 betreffende  
de overname van de provinciale fiscaliteit.**

**Belasting op de aanplakborden.**

**Artikel 11** - Vanaf het belastingjaar 1995 wordt een jaarlijkse belasting geheven ten laste van de natuurlijke of rechtspersonen door wiens tussenkomst aanplakborden zijn geplaatst op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Onder aanplakborden wordt verstaan elke constructie in onverschillig welk materiaal geplaatst langs de openbare weg of op een plaats in open lucht die zichtbaar is vanaf de openbare weg, waarop reclame wordt aangebracht door aanplakking, vasthechting, schildering of door elk ander middel, met inbegrip van de muren of gedeelten van muren en de omheiningen die gehuurd of gebruikt worden om er reclame op aan te brengen.

Voor de muren of gedeelten van muren waarop reclame wordt aangebracht, moet de bedekte totale oppervlakte beschouwd worden als één bord, ook indien er verschillende reclames op voorkomen.

Deze belasting is eveneens verschuldigd voor elk mobiel paneel dat op de openbare weg in omloop wordt gebracht of van op de openbare weg zichtbaar is.

**Artikel 12** - De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die beschikt over het recht om gebruik te maken van het aanplakbord of, als de gebruiker onbekend is, door de eigenaar van de grond of van de muur waarop het bord zich bevindt, of van het voertuig dat voor het vervoer van het bord gebruikt wordt.

**Artikel 13** - De belasting is niet verschuldigd voor

- a) de aanplakborden, vastgehecht aan de handelshuizen en bestemd voor het bevorderen van de verkoop van hun produkten;
- b) de borden geplaatst door openbare besturen of openbare diensten;
- c) de borden die enkel en alleen gebruikt worden voor notariële aankondigingen;
- d) de vaste borden die enkel en alleen gebruikt worden naar aanleiding van bij de wet bepaalde verkiezingen;
- e) de borden geplaatst op sportterreinen en gericht naar de plaats van de sportbeoefening;
- f) de vaste aanplakborden uitsluitend gebruikt door groeperingen van culturele of sportieve aard.

**Artikel 14 § 1** - Het bedrag van deze belasting is voor elk bord afzonderlijk vastgesteld op 2 fr. per dm<sup>2</sup>. Voor de berekening van de belasting wordt de nuttige oppervlakte van het bord in aanmerking genomen, dit wil zeggen de oppervlakte die voor het aanplakken kan worden gebruikt, met uitzondering van de omlijsting.

De belasting is vastgesteld volgens de totale belastbare oppervlakte van het bord.

Wat de aanplakking op de muren of gedeelten van muren betreft, is alleen het gedeelte belastbaar dat werkelijk voor reclame wordt gebruikt. Voor de borden met meerdere vlakken wordt de belasting vastgesteld volgens de oppervlakte van alle zichtbare vlakken.

Voor de mobiele panelen wordt de belasting forfaitair op 12.000 fr. per jaar vastgesteld.

**Artikel 14 § 2** - De belasting is verschuldigd voor het ganse belastingjaar, welke ook de duur van het gebruik van het aanplakbord moge zijn.

**Artikel 14 § 3** - Indien wegens een bevel van de overheid of wegens een geval van overnacht het bord verkleind of weggenomen wordt, kan de belastingplichtige, om die reden, op geen vergoeding aanspraak maken.

**Artikel 15** - De belastingplichtige die in de loop van het belastingjaar overgaat tot de oprichting of de verplaatsing van één of meerdere aanplakborden dient daarvan binnen de maand na deze oprichting of verplaatsing bij aangetekende brief kennis te geven aan de Fiscale Dienst van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

In deze kennisgeving dient de oppervlakte van dit of van deze aanplakborden vermeld te worden.

De gebruiker of eigenaar die in de loop van het belastingjaar een mobiel paneel wil in omloop brengen dient daarvan vooraf kennisgeving te doen bij aangetekende brief, gericht aan de Fiscale Dienst van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De hierboven bepaalde kennisgevingen zijn geldig voor de ganse duur van het gebruik van het aanplakbord of van het mobiele paneel.



**Gemeenschappelijke bepalingen, toepasselijk op alle belastingen  
bedoeld in deze ordonnantie.**

**Artikel 38** - De in franken uitgedrukte bedragen, bepaald in de artikelen 5, 9, 14, 19, 23, 32 en 36 worden jaarlijks aangepast aan het indexcijfer der consumptieprijzen van het rijk; deze aanpassing gebeurt door middel van de coëfficiënt die wordt bekomen door het indexcijfer van de maand december van het jaar voorafgaand aan het belastingjaar te delen door het indexcijfer van de maand december 1994. Na toepassing van de coëfficiënt, worden de bedragen afgerond naar het hogere tiental.

**Artikel 39** - Het Gewest zendt de belastingplichtigen jaarlijks een aangifteformulier waarvan het model door de Regering vastgesteld wordt.

De belastingplichtigen dienen van de belastbare elementen aangifte te doen, volgens de toestand bestaande op 1 januari van het belastingjaar. Zij dienen dit formulier, behoorlijk ingevuld en ondertekend, terug te sturen binnen dertig dagen na zijn verzending.

De belastingplichtigen die op 1 februari van elk belastingjaar nog geen aangifteformulier hebben ontvangen dienen er zelf een aan te vragen.

**Artikel 40 § 1** - De Regering wijst de ambtenaren aan die belast zijn met de in ontvangsname en het nazicht van de aangiften en met de invordering en de inning van de belasting; deze ambtenaren, met uitzondering van hen die belast zijn met de inning van de belasting, kunnen met alle wettelijke middelen, inclusief getuigen en vermoedens, met uitzondering van de eed, en door de processenverbaal die ze opmaken, elke overtreding van de bepalingen van deze ordonnantie en van de uitvoeringsbesluiten ervan, als- mede ieder feit dat de invordering van de belasting of een verhoging verantwoordt of daartoe bijdraagt, bewijzen.

**Artikel 40 § 2** - De belastingplichtigen zijn ertoe gehouden aan de ambtenaren, voorzien van een aanstellingsbewijs getekend door de ambtenaar die daartoe door de Regering wordt aangewezen, en die belast zijn met een controle of onderzoek in verband met de toepassing van de ordonnantie, vrije toegang te verlenen tot hun bedrijfslokalen en -gebouwen, ten einde aan deze ambtenaren de mogelijkheid te verschaffen vaststellingen te doen die kunnen bijdragen tot de juiste inning van de belasting.

**Artikel 42** - In geval van vergissingen of onvolledigheden in de aangifte van de belastingplichtige, gaan de ambtenaren, bedoeld in artikel 40 § 1, over tot de rechtzetting van de aangifte; de gemotiveerde rechtzetting wordt aan de belastingplichtige betekend binnen een termijn van acht maanden na de ontvangst van de aangifte.

**Artikel 43 § 1** - Wanneer de belastingplichtige zijn aangifte bedoeld in artikel 39 niet binnen de termijnen heeft ingediend of de verplichtingen hem opgelegd door deze ordonnantie of in uitvoering ervan niet heeft nageleefd, gaan de ambtenaren, bedoeld in artikel 40 § 1, ambtshalve over tot de heffing van de door de belastingplichtige verschuldigde belasting op grond van de elementen waarover zij beschikken.

**Artikel § 2** - Alvorens over te gaan tot de ambtshalve heffing, stellen de ambtenaren de belastingplichtigen, bij aangetekende brief, in kennis van de motieven van de ambtshalve heffing en de elementen op basis waarvan de belasting zal worden geheven.

**Artikel § 3** - Binnen de maand volgend op de toezending van deze kennisgeving, kan de belastingplichtige zijn schriftelijke opmerkingen overmaken; de belasting mag niet worden geheven vooraleer deze termijn is verstreken.

**Artikel § 4** - Wanneer de belastingplichtige ambtshalve wordt belast, komt het hem toe, in geval van betwisting, te bewijzen dat de ambtshalve heffing kennelijk overdreven is.

**Artikel 44** - De belastingplichtigen zijn ertoe gehouden om, mondeling of schriftelijk, op verzoek van de ambtenaren bedoeld in artikel 40 § 1, alle inlichtingen te verschaffen die hen worden gevraagd ten einde de precieze inning van de belasting te kunnen verifiëren.

Iedere weigering om inlichtingen te verschaffen en iedere verkeerde of onvolledige inlichting hebben een verhoging met 10 % van de verschuldigde belasting tot gevolg.

Annexe IV à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 1995 déterminant les modèles des formules de déclaration aux taxes régionales reprises de la fiscalité provinciale.



Ministère de la Région de  
Bruxelles-Capitale  
Administration des Finances  
Taxe Régionale pour 1995

Boîte postale 7  
Bruxelles 37 - 1000 Bruxelles

**A RENVoyer** →  
**AVANT LE**

**TAXE**  
**1995**

N° de réf.:

**TAXE REGIONALE (ancienne taxe provinciale) SUR LES APPAREILS DISTRIBUTEURS DE CARBURANTS LIQUIDES OU GAZEUX.**

Madame, Monsieur,

L'ordonnance du 22 décembre 1994, relative à la reprise de la fiscalité provinciale prévoit en son chapitre 4 qu'à partir de l'exercice 1995 il est établi une taxe annuelle sur tout appareil distributeur de carburants liquides ou gazeux, fixe ou mobile, situé sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, installé sur la voie publique ou sur un bien privé donnant accès à la voie publique et auquel tout véhicule automobile peut être approvisionné.

Veuillez trouver ci-joint le formulaire de déclaration pour la taxe de 1995 que je vous prie de bien vouloir renvoyer, dûment complété et signé, dans le délai prévu (voir ci-dessus).

**Renseignements:**

- Pour tout renseignement complémentaire nos services restent à votre disposition au numéro de téléphone 02/204.14.09, de 14h à 16h ou à nos guichets au C.C.N., Rue du Progrès 80, 1210 Bruxelles, de 9h à 11h30.
- Tout courrier doit être adressé au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Boîte postale 7, Bruxelles 37, 1000 Bruxelles, sans oublier de mentionner le n° de référence inscrit ci-dessus.

En vous remerciant de votre collaboration, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

J.P. Hagon  
Le fonctionnaire délégué

U kan een nederlandstalig formulier aanvragen op het bovenvermelde telefoonnummer.

**TAXE REGIONALE (ancienne taxe provinciale)  
SUR LES APPAREILS DISTRIBUTEURS DE  
CARBURANTS LIQUIDES OU GAZEUX.**

Pour 1995 la taxe s'élève par appareil à :

- 1.500 frs pour une pompe fixe
- 300 frs pour une pompe mobile
- 5.000 frs pour une pompe entièrement automatique

La déclaration porte sur la situation existante au 1er janvier 1995.

**DECLARATION :**

**Dénomination et adresse de l'établissement (du garage) où l'(les) appareil(s) est (sont)**

**installé(s) :** .....

..... **T él :** .....

**Nom et adresse du déclarant :** .....

..... **T él :** .....

QUESTIONS	Nombre	Taxe unitaire	Montant de la taxe
1. Nombre d'appareil(s) distributeur(s) fixe(s) à l'usage du public et qui m'appartient (m'appartiennent)		1.500.-	
2. Nombre d'appareil(s) distributeur(s) mobile(s) à l'usage du public et qui m'appartient (m'appartiennent)		300.-	
3. Nombre d'appareil(s) distributeur(s) entièrement automatique(s) à l'usage du public et qui m'appartient (m'appartiennent)		5.000.-	
4. Nombre d'appareil(s) distributeur(s) entièrement automatique(s) ou non- d'essence sans plomb		exonéré	
5. Nombre d'appareil(s) distributeur(s) fixe(s) à l'usage du public et qui appartiennent à la firme (Nom et adresse complète): .....		1.500.-	
6. Nombre d'appareil(s) distributeur(s) mobile(s) à l'usage du public et qui appartiennent à la firme (Nom et adresse complète): .....		300.-	
7. Nombre d'appareil(s) distributeur(s) entièrement automatique(s) à l'usage du public et qui appartiennent à la firme (Nom et adresse complète): .....		5.000.-	

(Si nécessaire joindre liste sur feuille annexe)

Fait à .....

le ..... / ..... / 19.....

Signature,

Nombre d'annexes : .....

**Articles de l'ordonnance du 22 décembre 1994 relative  
à la reprise de la fiscalité provinciale.**

**Taxe sur les appareils distributeurs de carburants liquides ou gazeux**

**Article 16** - A partir de l'exercice 1995 il est établi une taxe annuelle sur tout appareil distributeur de carburants liquides ou gazeux, fixe ou mobile, situé sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, installé sur la voie publique ou sur un bien privé donnant accès à la voie publique et auquel tout véhicule automobile peut être approvisionné.

Est considéré comme appareil distributeur mobile celui dont le réservoir, le compteur et le système d'approvisionnement peuvent être déplacés en permanence comme un ensemble. Les autres appareils distributeurs sont considérés comme fixes, de même ceux dont le compteur est mobile, et peut être raccordé dans l'exploitation même sur un réservoir fixe.

**Article 17** - La taxe est à charge du propriétaire des installations distributrices.

**Article 18** - Sont exemptes de la taxe :

- a) les installations à l'usage exclusif du propriétaire et de ses préposés ou employés.
- b) les installations distribuant de l'essence sans plomb.

**Article 19** - La taxe s'élève par an et par appareil à :

- 1.500 fr. pour une pompe fixe;
- 300 fr. pour une pompe mobile;
- 5.000 fr. pour une pompe entièrement automatique.

Un appareil unique comportant plusieurs compteurs avec tuyaux y raccordés est censé comprendre autant d'unités imposables qu'il y a de tuyaux raccordés.

Par pompe automatique, il y a lieu d'entendre toute pompe reliée à un appareil, électronique ou non, permettant de procéder à des opérations de paiement, sans intervention d'un préposé.

**Article 20 § 1er** - La taxe est due pour l'année entière ou pour six mois, selon que l'utilisation de l'appareil commence à partir du 1er janvier ou à partir du premier juillet de l'exercice. En ce dernier cas, la taxe est réduite de moitié.

**Article 20 § 2** - En cas de changement de propriété dans le courant de l'exercice, la taxe est due à nouveau par le nouveau propriétaire, dans les conditions prévues au § 1er.

**Article 21** - Dans le mois qui suit le placement ou le changement de propriété d'un ou de plusieurs appareils distributeurs, le redevable est tenu de notifier ce placement ou ce changement de propriété, par lettre recommandée adressée au service Fiscal du ministère de la région de Bruxelles-Capitale.

**Dispositions communes à toutes les taxes visées  
par la présente ordonnance.**

**Article 38** - Les montants exprimés en francs aux articles 5, 9, 14, 19, 23, 32 et 36 sont adaptés annuellement à l'indice des prix à la consommation du royaume; cette adaptation est réalisée à l'aide du coefficient qui est obtenu en divisant l'indice des prix du mois de décembre qui précède l'exercice par l'indice des prix de décembre 1994. Après application du coefficient, les montants sont arrondis à la dizaine de francs supérieure.

**Article 39** - La Région adresse annuellement aux redevables un formulaire de déclaration dont le modèle est arrêté par le Gouvernement.

Les redevables sont tenus de déclarer les éléments imposables sur la base de la situation existant au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition. Ils sont tenus de renvoyer cette déclaration dûment complétée et signée dans les trente jours de son envoi.

Les redevables qui n'ont pas reçu de formulaire de déclaration au 1<sup>er</sup> février de chaque année sont tenus d'en réclamer un.

**Article 40 § 1<sup>er</sup>** - Le Gouvernement désigne les fonctionnaires chargés de recevoir et de vérifier les déclarations et de procéder à l'établissement et au recouvrement de la taxe; ces fonctionnaires, à l'exception de ceux qui sont chargés du recouvrement de la taxe, sont autorisés à prouver par tous moyens de droit, témoignages et présomptions compris, à l'exception du serment et par les procès-verbaux qu'ils dressent toute contravention aux dispositions de la présente ordonnance, de ses arrêtés d'exécution, de même que tout fait qui établit ou concourt à l'établissement de la taxe ou d'une majoration.

**Article 40 § 2** - Les redevables sont tenus d'accorder aux fonctionnaires munis d'une commission signée par le fonctionnaire désigné à cet effet par le Gouvernement, et chargés d'effectuer un contrôle ou une enquête se rapportant à l'application de la présente ordonnance, le libre accès à leurs locaux et bâtiments professionnels, à l'effet de permettre à ces fonctionnaires de procéder à des constatations susceptibles de contribuer à la perception correcte de la taxe.

**Article 42** - En cas d'erreur ou d'omission dans la déclaration du redevable, les fonctionnaires visés au § 1<sup>er</sup> de l'article 40, procèdent à la rectification de la déclaration; la rectification motivée est notifiée au redevable dans un délai de huit mois à compter du jour de la réception de la déclaration.

**Article 43 § 1<sup>er</sup>** - Lorsque le redevable n'a pas remis dans les délais, la déclaration dont question à l'article 39 ou ne s'est pas conformé aux obligations qui lui sont imposées par la présente ordonnance ou en exécution de celle-ci, les fonctionnaires visés au § 1<sup>er</sup> de l'article 40 procèdent à l'établissement d'office de la taxe due par le redevable eu égard aux éléments dont ils disposent.

**Article 43 § 2** - Avant de procéder à la taxation d'office, les fonctionnaires notifient au redevable, par lettre recommandée, les motifs de la taxation d'office et les éléments sur lesquels la taxe sera basée.

**Article 43 § 3** - Dans le mois qui suit l'envoi de cette notification, le redevable peut faire valoir ses observations par écrit; la taxe ne peut être établie avant l'expiration de ce délai.

**Article 43 § 4** - Lorsque le redevable est taxé d'office, il lui incombe, en cas de contestation, de faire la preuve du caractère manifestement exagéré de la taxation d'office.

**Article 44** - Les redevables sont tenus de fournir verbalement ou par écrit, sur réquisition des fonctionnaires visés à l'article 40, § 1<sup>er</sup>, tous renseignements qui leur sont réclamés aux fins de vérifier l'exacte perception de la taxe à leur charge ou à charge de tiers.

Tout refus de renseignement et toute communication de renseignements inexacts ou incomplets entraînent une majoration de la taxe de 10 % du montant de la taxe due.

Bijlage IV bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 1995 tot vaststelling van de modellen van de aangifteformulieren betreffende de van de provinciale fiscaliteit overgenomen gewestbelastingen.



Ministerie van Brussels  
Hoofdstedelijk Gewest  
Administratie van Financiën  
Gewestbelasting voor 1995

Postbus 7-  
Brussel 37 - 1000 Brussel

**TERUG TE STUREN  
VOOR**

**BELASTING  
1995**

Referentienr:

**GEWESTBELASTING (vroegere provinciale belasting) OP DE VERDEELAPPARATEN VAN VLOEIBARE OF GASVORMIGE MOTORBRANDSTOFFEN.**

Mevrouw, Mijnheer,

De ordonnantie van 22 december 1994, betreffende de overname van de provinciale fiscaliteit voorziet in hoofdstuk 4 dat vanaf het belastingjaar 1995 een jaarlijkse belasting geheven wordt op elk vast of beweegbaar verdeelapparaat van vloeibare of gasvormige motorbrandstoffen, zich bevindend op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en geplaatst langs de openbare weg of op een privé-eigendom die toegankelijk is vanaf de openbare weg, en waaraan alle motorvoertuigen kunnen worden bevoorrad.

Gelieve hierbijgevoegd het aangifteformulier voor de belasting 1995 te vinden.

Ik verzoek U dit formulier behoorlijk in te vullen, het te ondertekenen en het ons terug te sturen binnen de voorziene termijn (zie hierboven).

**Inlichtingen:**

- Voor elke bijkomende inlichting staan onze diensten ter Uwer beschikking op het telefoonnummer 02/204.14.09, van 14u tot 16u of aan onze loketten in het C.C.N.-gebouw, Vooruitgangstraat 80, 1210 Brussel, van 9u tot 11u30.
- Elke briefwisseling dient gestuurd te worden naar het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Postbus 7, Brussel 37, 1000 Brussel, met vermelding van het bovenstaande referentienummer.

U dankend voor Uw bereidwillige medewerking, bied ik U, Mevrouw, Mijnheer, de blijken van mijn oprechte hoogachting aan.

J.P. Hagon  
De gemachtigde ambtenaar

Un formulaire en français peut être obtenu sur simple demande au n° téléphone mentionné ci-dessus.

**GEWESTBELASTING (vroegere provinciale  
belasting) OP DE VERDEELAPPARATEN VAN  
VLOEIBARE OF GASVORMIGE  
MOTORBRANDSTOFFEN**

Voor 1995 wordt de belasting vastgesteld, per apparaat, op :

- 1.500 frs voor een vaste pomp
- 300 frs voor een mobiele pomp
- 5.000 frs voor een volautomatische pomp

De aangifte heeft betrekking op de toestand bestaande op 1 januari 1995.

**AANGIFTE :**

Benaming en adres van de inrichting (van de garage) waar het verdeelapparaat (de verdeelapparaten) werd(en) geplaatst: .....

..... Tel : .....

Naam en adres van de aangever : .....

..... Tel : .....

VRAGEN	Aantal	Belasting per eenheid	Bedrag van de belasting
1. Aantal vaste verdeelapparaten ten behoeve van het publiek die mij toebehoren		1 500,-	
2. Aantal beweegbare verdeelapparaten ten behoeve van het publiek die mij toebehoren		300,-	
3. Aantal volautomatische verdeelapparaten ten behoeve van het publiek die mij toebehoren		5 000,-	
4. Aantal verdeelapparaten - al dan niet volautomatisch - die loodvrije benzine verdelen		vrijgesteld	
5. Aantal vaste verdeelapparaten ten behoeve van het publiek die toebehoren aan de firma (Naam en volledig adres ) .....		1 500,-	
6. Aantal beweegbare verdeelapparaten ten behoeve van het publiek die toebehoren aan de firma (Naam en volledig adres) : .....		300,-	
7. Aantal volautomatische verdeelapparaten ten behoeve van het publiek die toebehoren aan de firma (Naam en volledig adres) .....		5 000,-	

(Indien nodig lijst bijvoegen op een afzonderlijk blad)

Opgemaakt te .....

op ..... / ..... / 19.....

Handtekening,

Aantal bijlagen :

**Artikelen van de ordonnantie van 22 december 1994 betreffende  
de overname van de provinciale fiscaliteit.**

**Belasting op de verdeelapparaten van vloeibare of  
gasvormige motorbrandstoffen.**

**Artikel 16** - Vanaf het belastingjaar 1995 wordt een jaarlijkse belasting geheven op elk vast of beweegbaar verdeelapparaat van vloeibare of gasvormige motorbrandstoffen, zich bevindend op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en geplaatst langs de openbare weg of op een privé-eigendom die toegankelijk is vanaf de openbare weg, en waaraan alle motorvoertuigen kunnen worden bevoorraad.

Wordt als beweegbaar verdeelapparaat beschouwd datgene, waarvan zowel het reservoir, de teller als het bedieningspunt permanent als geheel kunnen verplaatst worden. De overige verdeelapparaten worden beschouwd als vaste, ook die waarvan de teller beweegbaar is en in het bedrijf zelf kan aangesloten worden op een vaststaand reservoir.

**Artikel 17** - De belasting is ten laste van de eigenaar van de verdeelinstallatie.

**Artikel 18** - Zijn van belasting vrijgesteld :

- a) de installaties uitsluitend gebruikt door de eigenaar en door zijn aangestelden of bedienden.
- b) de installaties die loodvrije benzine verdelen.

**Artikel 19** - De belasting beloopt per jaar en per apparaat :

- 1 500 fr. voor een vaste pomp;
- 300 fr. voor een beweegbare pomp;
- 5 000 fr. voor een volautomatische pomp.

Een apparaat voorzien van meerdere tellers met daarop aangesloten slangen, wordt geacht zoveel belastbare eenheden te omvatten als er tellers met daarop aangesloten slangen zijn.

Onder een automatische pomp dient te worden verstaan elke pomp verbonden aan een apparaat al dan niet elektronisch, waarmee betalingsverrichtingen kunnen uitgevoerd worden zonder tussenkomst van een aangestelde.

**Artikel 20 § 1** - De belasting is verschuldigd per jaar of per semester naargelang het gebruik van het apparaat een aanvang neemt vanaf 1 januari of vanaf 1 juli van het belastingjaar. In dit laatste geval wordt zij met de helft verminderd.

**Artikel 20 § 2** - In geval van verandering van eigendom in de loop van het belastingjaar, is de belasting opnieuw verschuldigd door de nieuwe eigenaar, onder de voorwaarden vermeld in § 1.

**Artikel 21** - Binnen de maand na de plaatsing of de verandering van eigendom van één of meerdere verdeelapparaten die onder de toepassing van de belasting vallen, dient de belastingplichtige bij aangetekende brief kennis te geven van deze plaatsing of van deze verandering van eigendom aan de Fiscale Dienst van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.



**Gemeenschappelijke bepalingen, toepasselijk op alle belastingen  
bedoeld in deze ordonnantie.**

**Artikel 38** - De in franken uitgedrukte bedragen, bepaald in de artikelen 5, 9, 14, 19, 23, 32 en 36 worden jaarlijks aangepast aan het indexcijfer der consumptieprijzen van het rijk; deze aanpassing gebeurt door middel van de coëfficiënt die wordt bekomen door het indexcijfer van de maand december van het jaar voorafgaand aan het belastingjaar te delen door het indexcijfer van de maand december 1994. Na toepassing van de coëfficiënt, worden de bedragen afgerond naar het hogere tiental.

**Artikel 39** - Het Gewest zendt de belastingplichtigen jaarlijks een aangifteformulier waarvan het model door de Regering vastgesteld wordt.

De belastingplichtigen dienen van de belastbare elementen aangifte te doen, volgens de toestand bestaande op 1 januari van het belastingjaar. Zij dienen dit formulier, behoorlijk ingevuld en ondertekend, terug te sturen binnen dertig dagen na zijn verzending.

De belastingplichtigen die op 1 februari van elk belastingjaar nog geen aangifteformulier hebben ontvangen dienen er zelf een aan te vragen.

**Artikel 40 § 1** - De Regering wijst de ambtenaren aan die belast zijn met de in ontvangsname en het nazicht van de aangiften en met de invordering en de inning van de belasting; deze ambtenaren, met uitzondering van hen die belast zijn met de inning van de belasting, kunnen met alle wettelijke middelen, inclusief getuigen en vermoedens, met uitzondering van de eed, en door de

processenverbaal die ze opmaken, elke overtreding van de bepalingen van deze ordonnantie en van de uitvoeringsbesluiten ervan, alsmede ieder feit dat de invordering van de belasting of een verhoging verantwoordt of daartoe bijdraagt, bewijzen.

**Artikel 40 § 2** - De belastingplichtigen zijn ertoe gehouden aan de ambtenaren, voorzien van een aanstellingsbewijs getekend door de ambtenaar die daartoe door de Regering wordt aangewezen, en die belast zijn met een controle of onderzoek in verband met de toepassing van de ordonnantie, vrije toegang te verlenen tot hun bedrijfslokalen en -gebouwen, ten einde aan deze ambtenaren de mogelijkheid te verschaffen vaststellingen te doen die kunnen bijdragen tot de juiste inning van de belasting.

**Artikel 42** - In geval van vergissingen of onvolledigheden in de aangifte van de belastingplichtige, gaan de ambtenaren, bedoeld in artikel 40 § 1, over tot de rechtzetting van de aangifte; de gemotiveerde rechtzetting wordt aan de belastingplichtige betekend binnen een termijn van acht maanden na de ontvangst van de aangifte.

**Artikel 43 § 1** - Wanneer de belastingplichtige zijn aangifte bedoeld in artikel 39 niet binnen de termijnen heeft ingediend of de verplichtingen hem opgelegd door deze ordonnantie of in uitvoering ervan niet heeft nageleefd, gaan de ambtenaren, bedoeld in artikel 40 § 1, ambtshalve over tot de heffing van de door de belastingplichtige verschuldigde belasting op grond van de elementen waarover zij beschikken.

**Artikel § 2** - Alvorens over te gaan tot de ambtshalve heffing, stellen de ambtenaren de belastingplichtigen, bij aangetekende brief, in kennis van de motieven van de ambtshalve heffing en de elementen op basis waarvan de belasting zal worden geheven.

**Artikel § 3** - Binnen de maand volgend op de toezending van deze kennisgeving, kan de belastingplichtige zijn schriftelijke opmerkingen overmaken; de belasting mag niet worden geheven vooraleer deze termijn is verstreken.

**Artikel § 4** - Wanneer de belastingplichtige ambtshalve wordt belast, komt het hem toe, in geval van betwisting, te bewijzen dat de ambtshalve heffing kennelijk overdreven is.

**Artikel 44** - De belastingplichtigen zijn ertoe gehouden om, mondeling of schriftelijk, op verzoek van de ambtenaren bedoeld in artikel 40 § 1, alle inlichtingen te verschaffen die hen worden gevraagd ten einde de precieze inning van de belasting te kunnen laste of ten laste van derden, te kunnen verifiëren.

Iedere weigering om inlichtingen te verschaffen en iedere verkeerde of onvolledige inlichting hebben een verhoging met 10 % van de verschuldigde belasting tot gevolg.

Annexe V à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 1995 déterminant les modèles des formules de déclaration aux taxes régionales reprises de la fiscalité provinciale.



Ministère de la Région de  
Bruxelles-Capitale  
Administration des Finances  
Taxe Régionale pour 1995

Boîte postale 7  
Bruxelles 37 - 1000 Bruxelles

**A RENVOYER  
AVANT LE**

**TAXE  
1995**

N° de réf.:

**TAXE REGIONALE (ancienne taxe provinciale)  
SUR LES ETABLISSEMENTS DANGEREUX,  
INSALUBRES ET INCOMMODES.**

Madame, Monsieur,

L'ordonnance du 22 décembre 1994, relative à la reprise de la fiscalité provinciale prévoit en son chapitre 5 qu'à partir de l'exercice 1995 il est établi une taxe annuelle sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes, de classe 1 ou de classe 2.

Par établissement dangereux, insalubre et incommode, il y a lieu d'entendre tout établissement repris en 1ère ou 2ème classe du règlement général pour la protection du travail, situé sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, ou dont l'activité doit faire l'objet, en Région de Bruxelles-Capitale, d'une permission de l'autorité administrative en exécution d'une loi, d'une ordonnance ou d'un arrêté du pouvoir national ou du pouvoir régional.

Veuillez trouver ci-joint le formulaire de déclaration pour la taxe de 1995 que je vous prie de bien vouloir renvoyer, dûment complété et signé, dans le délai prévu (voir ci-dessus).

**Renseignements:**

- Pour tout renseignement complémentaire nos services restent à votre disposition au numéro de téléphone 02/204.14.09, de 14h à 16h ou à nos guichets au C.C.N., Rue du Progrès 80, 1210 Bruxelles, de 9h à 11h30.

- Tout courrier doit être adressé au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Boîte postale 7, Bruxelles 37, 1000 Bruxelles, sans oublier de mentionner le n° de référence inscrit ci-dessus.

En vous remerciant de votre collaboration, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

**J.P. Hagon**  
Le fonctionnaire délégué

U kan een nederlandstalig formulier aanvragen op het bovenvermelde telefoonnummer.

**TAXE REGIONALE (ancienne taxe provinciale)  
SUR LES ETABLISSEMENTS DANGEREUX,  
INSALUBRES ET INCOMMDES.**

Pour 1995, les montants de la taxe sont ceux qui sont mentionnés dans l'article 23 de l'ordonnance (voir pages suivantes de la présente déclaration).

La déclaration porte sur la situation existante au 1er janvier 1995.

**DECLARATION :**

<b>Numéro de matricule :</b>	
<b>Adresse d'imposition</b>	:
<b>Superficie</b>	:
<b>Plusieurs rubriques</b>	:
<b>Nombre d'établissements</b>	:
<b>Date de début d'exploitation</b>	:

Les données relatives à votre établissement sont-elles complètes et correctes ? Si elles ne le sont pas, prière d'apporter les corrections nécessaires.

- Adresse d'imposition : .....

.....

- Nature de l'établissement : .....

- La permission sollicitée concerne plusieurs rubriques (1)

OUI

NON

- Superficie nécessaire à l'exercice de l'exploitation

situation au 1er janvier 1995 : ..... m<sup>2</sup>

- Date de début d'exploitation : .....

(1) A biffer selon le cas

Fait à .....

le ..... / ..... / 19.....

Votre téléphone : .../.....

Signature,

**Articles de l'ordonnance du 22 décembre 1994 relative  
à la reprise de la fiscalité provinciale.**

**Taxe sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes**

**Article 22** - A partir de l'exercice 1995, il est établi une taxe annuelle sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes, de classe 1 ou de classe 2.

Par établissement dangereux, insalubre et incommode, il y a lieu d'entendre tout établissement repris en 1ère ou 2ème classe au règlement général pour la protection du travail, situé sur la territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, ou dont l'activité doit faire l'objet, en région de Bruxelles-Capitale, d'une permission de l'autorité administrative en exécution d'une loi, d'une ordonnance ou d'un arrêté du pouvoir national ou du pouvoir régional.

**Article 23 § 1er** - La taxe est fixée à 5.000 frs. pour tout établissement visé à l'article précédent.

**Article 23 § 2** - Si plusieurs établissements visés à l'article précédent sont nécessaires à l'exercice de la même exploitation, chacun des établissements autorisés est imposé au taux unitaire de 5.000 frs.

**Article 23 § 3** - La taxe est portée au double si la permission sollicitée concerne plusieurs rubriques mentionnées au règlement général pour la protection du travail ou dans la liste jointe en annexe à l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement.

**Article 23 § 4** - Si le ou les établissements assujettis sont situés sur une exploitation dont la superficie excède 5 ares, la taxe est augmentée de la façon suivante :

- plus de 5 ares jusqu'à 10 ares : 10.000 frs.;
- plus de 10 ares jusqu'à 100 ares : 20.000 frs.;
- au-delà de 100 ares : 50.000 frs.

**Article 24 § 1er** - La taxe n'est pas due lorsque l'établissement ou l'exploitation n'a pas fonctionné pendant l'entièreté de l'exercice;

**Article 24 § 2** - La taxe est réduite de moitié :

- a) lorsque l'établissement ou l'exploitation, au cours de l'exercice, n'a pas fonctionné pendant une période ininterrompue de 6 mois au moins;
- b) lorsqu'il s'agit d'entreprises agricoles et horticoles;

**Article 24 § 3** - L'exonération dont question au § 1er et la réduction dont question au § 2, a, sont accordées sur demande introduite, accompagnée de pièces justificatives, auprès du Service Fiscal du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, au plus tard dans les deux mois suivant la fin de l'exercice.

**Article 25** - Lorsque la mise en service de l'établissement ou le début de l'exploitation a lieu dans le courant de l'exercice, le redevable est tenu de notifier cette mise en service ou ce début de l'exploitation dans les deux mois, par lettre recommandée, adressée au Service Fiscal du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale; par cette lettre il fournira à ce service toutes les données nécessaires à l'établissement de la taxe.

**Dispositions communes à toutes les taxes visées  
par la présente ordonnance.**

**Article 38** - Les montants exprimés en francs aux articles 5, 9, 14, 19, 23, 32 et 36 sont adaptés annuellement à l'indice des prix à la consommation du royaume; cette adaptation est réalisée à l'aide du coefficient qui est obtenu en divisant l'indice des prix du mois de décembre qui précède l'exercice par l'indice des prix de décembre 1994. Après application du coefficient, les montants sont arrondis à la dizaine de francs supérieure.

**Article 39** - La Région adresse annuellement aux redevables un formulaire de déclaration dont le modèle est arrêté par le Gouvernement.

Les redevables sont tenus de déclarer les éléments imposables sur la base de la situation existant au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition. Ils sont tenus de renvoyer cette déclaration dûment complétée et signée dans les trente jours de son envoi.

Les redevables qui n'ont pas reçu de formulaire de déclaration au 1<sup>er</sup> février de chaque année sont tenus d'en réclamer un.

**Article 40 § 1<sup>er</sup>** - Le Gouvernement désigne les fonctionnaires chargés de recevoir et de vérifier les déclarations et de procéder à l'établissement et au recouvrement de la taxe; ces fonctionnaires, à l'exception de ceux qui sont chargés du recouvrement de la taxe, sont autorisés à prouver par tous moyens de droit, témoignages et présomptions compris, à l'exception du serment et par les procès-verbaux qu'ils dressent toute contravention aux dispositions de la présente ordonnance, de ses arrêtés d'exécution, de même que tout fait qui établit ou concourt à l'établissement de la taxe ou d'une majoration.

**Article 40 § 2** - Les redevables sont tenus d'accorder aux fonctionnaires munis d'une commission signée par le fonctionnaire désigné à cet effet par le Gouvernement, et chargés d'effectuer un contrôle ou une enquête se rapportant à l'application de la présente ordonnance, le libre accès à leurs locaux et bâtiments professionnels, à l'effet de permettre à ces fonctionnaires de procéder à des constatations susceptibles de contribuer à la perception correcte de la taxe.

**Article 42** - En cas d'erreur ou d'omission dans la déclaration du redevable, les fonctionnaires visés au § 1<sup>er</sup> de l'article 40, procèdent à la rectification de la déclaration; la rectification motivée est notifiée au redevable dans un délai de huit mois à compter du jour de la réception de la déclaration.

**Article 43 § 1<sup>er</sup>** - Lorsque le redevable n'a pas remis dans les délais, la déclaration dont question à l'article 39 ou ne s'est pas conformé aux obligations qui lui sont imposées par la présente ordonnance ou en exécution de celle-ci, les fonctionnaires visés au § 1<sup>er</sup> de l'article 40 procèdent à l'établissement d'office de la taxe due par le redevable eu égard aux éléments dont ils disposent.

**Article 43 § 2** - Avant de procéder à la taxation d'office, les fonctionnaires notifient au redevable, par lettre recommandée, les motifs de la taxation d'office et les éléments sur lesquels la taxe sera basée.

**Article 43 § 3** - Dans le mois qui suit l'envoi de cette notification, le redevable peut faire valoir ses observations par écrit; la taxe ne peut être établie avant l'expiration de ce délai.

**Article 43 § 4** - Lorsque le redevable est taxé d'office, il lui incombe, en cas de contestation, de faire la preuve du caractère manifestement exagéré de la taxation d'office.

**Article 44** - Les redevables sont tenus de fournir verbalement ou par écrit, sur réquisition des fonctionnaires visés à l'article 40, § 1<sup>er</sup>, tous renseignements qui leur sont réclamés aux fins de vérifier l'exacte perception de la taxe à leur charge ou à charge de tiers.

Tout refus de renseignement et toute communication de renseignements inexacts ou incomplets entraînent une majoration de la taxe de 10 % du montant de la taxe due.

Bijlage V bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 1995 tot vaststelling van de modellen van de aangifteformulieren betreffende de van de provinciale fiscaliteit overgenomen gewestbelastingen.



Ministerie van Brussels  
Hoofdstedelijk Gewest  
Administratie van Financiën  
Gewestbelasting voor 1995

Postbus 7  
Brussel 37 - 1000 Brussel

**TERUG TE STUREN  
VOOR**

**BELASTING  
1995**

Referentienr:

**GEWESTBELASTING (vroegere provinciale  
belasting) OP DE GEVAARLIJKE,  
ONGEZONDE EN HINDERLIJKE  
INRICHTINGEN.**

Mevrouw, Mijnheer,

De ordonnantie van 22 december 1994, betreffende de overname van de provinciale fiscaliteit voorziet in hoofdstuk 5 dat vanaf het belastingjaar 1995 een jaarlijkse belasting geheven wordt op de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke inrichtingen van klasse 1 of klasse 2.

Onder gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke inrichting dient te worden verstaan elke inrichting van 1ste of 2de klasse vermeld in het algemeen reglement op de arbeidsbescherming, die zich op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevindt, of waarvan de activiteit in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het voorwerp moet uitmaken van een vergunning van de administratieve overheid in uitvoering van een wet, een ordonnantie of een besluit van de nationale of van de gewestelijke overheid.

Geheve hierbijgevoegd het aangifteformulier voor de belasting 1995 te vinden.

Ik verzoek U dit formulier behoorlijk in te vullen, het te ondertekenen en het ons terug te sturen binnen de voorziene termijn (zie hierboven).

**Inlichtingen:**

- Voor elke bijkomende inlichting staan onze diensten ter Uwer beschikking op het telefoonnummer 02/204.14.09, van 14u tot 16u of aan onze loketten in het C.C.N.-gebouw, Vooruitgangstraat 80 te 1210 Brussel, van 9u tot 11u30.

- Elke briefwisseling dient gestuurd te worden naar het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Postbus 7, Brussel 37, 1000 Brussel, met vermelding van het bovenstaande referentienummer.

U dankend voor Uw bereidwillige medewerking, bied ik U, Mevrouw, Mijnheer, de blijken van mijn oprechte hoogachting aan.

J P. Hagon  
De gemachtigde ambtenaar

Un formulaire en français peut être obtenu  
sur simple demande au n° téléphone  
mentionné ci-dessus.

**GEWESTBELASTING (vroegere provinciale  
belasting) OP DE GEVAARLIJKE,  
ONGEZONDE EN HINDERLIJKE  
INRICHTINGEN.**

Voor 1995 zijn de bedragen van de belasting degene die vermeld zijn in artikel 23 van de ordonnantie (zie volgende bladzijden van dit aangifteformulier).

De aangifte heeft betrekking op de toestand bestaande op 1 januari 1995.

**AANGIFTE :**

<b>Nummer van het register :</b>	
<b>Beslastbaar Adres</b>	<b>:</b>
<b>Oppervlakte</b>	<b>:</b>
<b>Verschillende rubrieken</b>	<b>:</b>
<b>Aantal inrichtingen</b>	<b>:</b>
<b>Begindatum exploitatie</b>	<b>:</b>

Zijn de vermelde inlichtingen met betrekking tot Uw inrichting volledig en juist ? Indien dit niet het geval is, gelieve de nodige verbeteringen aan te brengen.

- Adres aan te geven inrichting : .....

- Aard van de inrichting : .....

- De gevraagde vergunning heeft betrekking op meerdere rubrieken (1)

JA

NEEN

- Oppervlakte nodig voor de uitbating :

toestand op 1 januari 1995 : ..... m<sup>2</sup>

- Begindatum van de uitbating : .....

(1) Doorhalen wat niet past

Opgemaakt te .....

Uw telefoon : ..... / .....

op ..... / ..... / 19.....

Handtekening,

**Artikelen van de ordonnantie van 22 december 1994 betreffende  
de overname van de provinciale fiscaliteit.**

**Belasting op de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke inrichtingen.**

**Artikel 22** - Vanaf het belastingjaar 1995 wordt een jaarlijkse belasting geheven op de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke inrichtingen van klasse 1 of klasse 2.

Onder gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke inrichting dient te worden verstaan elke inrichting van 1ste of 2de klasse vermeld in het algemeen reglement op de arbeidsbescherming, die zich op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevindt, of waarvan de activiteit in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het voorwerp moet uitmaken van een vergunning van de administratieve overheid in uitvoering van een wet, een ordonnantie of een besluit van de nationale of van de gewestelijke overheid.

**Artikel 23 § 1** - De belasting wordt vastgesteld op 5.000 fr. voor elke inrichting bedoeld in vorig artikel.

**Artikel 23 § 2** - Indien meerdere inrichtingen, bedoeld in vorig artikel, nodig zijn voor de uitoefening van dezelfde uitbating, dan wordt elk der toegestane inrichtingen belast tegen het eenheidstarief van 5.000 fr.

**Artikel 23 § 3** - De belasting wordt verdubbeld wanneer de gevraagde vergunning betrekking heeft op meerdere rubrieken van het algemeen reglement op de arbeidsbescherming of van de in bijlage bij de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning gevoegde lijst.

**Artikel 23 § 4** - Indien de onderworpen inrichting of inrichtingen zich op een uitbatingsgebied bevinden waarvan de oppervlakte 5 a overtreft, wordt het belastingbedrag als volgt verhoogd :

- meer dan 5 a tot 10 a : 10.000 fr.;
- meer dan 10 a tot 100 a : 20.000 fr.;
- meer dan 100 a : 50.000 fr.

**Artikel 24 § 1** - De belasting is niet verschuldigd wanneer de inrichting of de uitbating buiten werking is geweest gedurende het ganse belastingjaar;

**Artikel 24 § 2** - De belasting wordt met de helft verminderd :

a) wanneer de inrichting of de uitbating tijdens het belastingjaar gedurende een ononderbroken periode van tenminste 6 maanden buiten werking is geweest;

b) wanneer het gaat om land- en tuinbouwbedrijven;

**Artikel 24 § 3** - De vrijstelling waarvan sprake in § 1 en de vermindering waarvan sprake in § 2, a, worden toegekend mits een verzoek dat, samen met bewijsstukken, ingediend wordt bij de Fiscale Dienst van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, uiterlijk binnen de twee maanden volgend op het einde van het belastingjaar.

**Artikel 25** - Wanneer het in werking stellen van de inrichting of het begin van de uitbating plaats heeft in de loop van het belastingjaar, dient de belastingplichtige, binnen de twee maanden na deze inwerkingstelling van de inrichting of na dit begin van de uitbating, daarvan bij aangetekende brief kennis te geven aan de Fiscale Dienst van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest; met deze brief dient hij aan deze dienst alle gegevens te verspreken die voor de vestiging van de belasting nodig zijn.



**Gemeenschappelijke bepalingen, toepasselijk op alle belastingen**  
**bedoeld in deze ordonnantie.**

**Artikel 38** - De in franken uitgedrukte bedragen, bepaald in de artikelen 5, 9, 14, 19, 23, 32 en 36 worden jaarlijks aangepast aan het indexcijfer der consumptieprijsen van het rijk; deze aanpassing gebeurt door middel van de coëfficiënt die wordt bekomen door het indexcijfer van de maand december van het jaar voorafgaand aan het belastingjaar te delen door het indexcijfer van de maand december 1994. Na toepassing van de coëfficiënt, worden de bedragen afgerond naar het hogere tiental.

**Artikel 39** - Het Gewest zendt de belastingplichtigen jaarlijks een aangifteformulier waarvan het model door de Regering vastgesteld wordt.

De belastingplichtigen dienen van de belastbare elementen aangifte te doen, volgens de toestand bestaande op 1 januari van het belastingjaar. Zij dienen dit formulier, behoorlijk ingevuld en ondertekend, terug te sturen binnen dertig dagen na zijn verzending.

De belastingplichtigen die op 1 februari van elk belastingjaar nog geen aangifteformulier hebben ontvangen dienen er zelf een aan te vragen.

**Artikel 40 § 1** - De Regering wijst de ambtenaren aan die belast zijn met de in ontvangsname en het nazicht van de aangiften en met de invordering en de inning van de belasting; deze ambtenaren, met uitzondering van hen die belast zijn met de inning van de belasting, kunnen met alle wettelijke middelen, inclusief getuigen en vermoedens, met uitzondering van de eed, en door de processenverbaal die ze opmaken, elke overtreding van de bepalingen van deze ordonnantie en van de uitvoeringsbesluiten ervan, alsmede ieder feit dat de invordering van de belasting of een verhoging verantwoordt of daartoe bijdraagt, bewijzen.

**Artikel 40 § 2** - De belastingplichtigen zijn ertoe gehouden aan de ambtenaren, voorzien van een aanstellingsbewijs getekend door de ambtenaar die daartoe door de Regering wordt aangewezen, en die belast zijn met een controle of onderzoek in verband met de toepassing van de ordonnantie, vrije toegang te verlenen tot hun bedrijfslokalen en -gebouwen, ten einde aan deze ambtenaren de mogelijkheid te verschaffen vaststellingen te doen die kunnen bijdragen tot de juiste inning van de belasting.

**Artikel 42** - In geval van vergissingen of onvolledigheden in de aangifte van de belastingplichtige, gaan de ambtenaren, bedoeld in artikel 40 § 1, over tot de rechtzetting van de aangifte; de gemotiveerde rechtzetting wordt aan de belastingplichtige betekend binnen een termijn van acht maanden na de ontvangst van de aangifte.

**Artikel 43 § 1** - Wanneer de belastingplichtige zijn aangifte bedoeld in artikel 39 niet binnen de termijnen heeft ingediend of de verplichtingen hem opgelegd door deze ordonnantie of in uitvoering ervan niet heeft nageleefd, gaan de ambtenaren, bedoeld in artikel 40 § 1, ambtshalve over tot de heffing van de door de belastingplichtige verschuldigde belasting op grond van de elementen waarover zij beschikken.

**Artikel § 2** - Alvorens over te gaan tot de ambtshalve heffing, stellen de ambtenaren de belastingplichtigen, bij aangetekende brief, in kennis van de motieven van de ambtshalve heffing en de elementen op basis waarvan de belasting zal worden geheven.

**Artikel § 3** - Binnen de maand volgend op de toezending van deze kennisgeving, kan de belastingplichtige zijn schriftelijke opmerkingen overmaken; de belasting mag niet worden geheven vooraleer deze termijn is verstreken.

**Artikel § 4** - Wanneer de belastingplichtige ambtshalve wordt belast, komt het hem toe, in geval van betwisting, te bewijzen dat de ambtshalve heffing kennelijk overdreven is.

**Artikel 44** - De belastingplichtigen zijn ertoe gehouden om, mondeling of schriftelijk, op verzoek van de ambtenaren bedoeld in artikel 40 § 1, alle inlichtingen te verschaffen die hen worden gevraagd ten einde de precieze inning van de belasting te hunnen laste of ten laste van derden, te kunnen verifiëren.

Iedere weigering om inlichtingen te verschaffen en iedere verkeerde of onvolledige inlichting hebben een verhoging met 10 % van de verschuldigde belasting tot gevolg.

Annexe VI à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 1995 déterminant les modèles des formules de déclaration aux taxes régionales reprises de la fiscalité provinciale.



Ministère de la Région de  
Bruxelles-Capitale  
Administration des Finances  
Taxe Régionale pour 1995

Boîte postale 7  
Bruxelles 37 - 1000 Bruxelles

**A RENVoyer  
AVANT LE**

**TAXE  
1995**

N° de réf.:

**TAXE REGIONALE (ancienne taxe  
provinciale) SUR LA FORCE  
MOTRICE.**

Madame, Monsieur,

L'ordonnance du 22 décembre 1994, relative à la reprise de la fiscalité provinciale prévoit en son chapitre 6 qu'à partir de l'exercice 1995 il est établi une taxe annuelle sur les moteurs, quel que soit le fluide qui les actionne, utilisés par le redevable sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'exploitation de son établissement ou de ses annexes.

Veuillez trouver ci-joint le formulaire de déclaration pour la taxe de 1995 que je vous prie de bien vouloir renvoyer, dûment complété et signé, dans le délai prévu (voir ci-dessus).

**Renseignements:**

- Pour tout renseignement complémentaire nos services restent à votre disposition au numéro de téléphone 02/204 14 09, de 14h à 16h ou à nos guichets au C.C.N., Rue du Progrès 80, 1210 Bruxelles, de 9h à 11h30.

- Tout courrier doit être adressé au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Boîte postale 7, Bruxelles 37, 1000 Bruxelles, sans oublier de mentionner le n° de référence inscrit ci-dessus.

En vous remerciant de votre collaboration, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

J.P. Hagon  
Le fonctionnaire délégué

U kan een nederlandsstalig formulier aanvragen op het  
bovenvermelde telefoonnummer.

**TAXE REGIONALE (ancienne taxe provinciale)  
SUR LA FORCE MOTRICE.**

Pour 1995, la taxe est fixée à 300 frs par kilowatt.

**DECLARATION :**

**A. Puissance taxable établie en application des articles 26 à 30 de l'ordonnance (voir pages suivantes du présent formulaire).**

La déclaration porte sur la situation existante au 1er janvier 1995.

Nombre total de moteurs au 1er janvier 1995 : .....  
 Puissance en KW de ces moteurs ( 1 KW = 1,36 HP) : .....  
 Nombre de moteurs exonérés (compris dans le nombre total) : .....  
 (article 28 § 1er, 2° à 9°, de l'ordonnance)  
 Puissance en KW de ces moteurs exonérés : .....  
 (liste à annexer)

**B. Puissance établie en application de l'article 31 de l'ordonnance (voir pages suivantes du présent formulaire)**

Remarque préliminaire :

En application de l'article 31 de l'ordonnance les redevables peuvent opter pour le système par lequel la puissance taxable est établie en fonction de la variation de la moyenne des maxima quart-horaires.

A titre transitoire, les redevables ayant obtenu de la Province de Brabant le bénéfice de l'application du présent article, conservent ce bénéfice pour la période de cinq ans en cours (voir article 6 bis du règlement de la Province de Brabant du 20 décembre 1988 - pages suivantes du présent formulaire).

1. Pour les redevables qui avaient opté pour l'application de l'article 6 bis du règlement de la Province de Brabant à partir de l'exercice d'imposition 1994.

- a. puissance taxable en KW des moteurs en 1993 : .....  
 b. moyenne arithmétique des douze maxima quart-horaires relevés chaque mois :  
     pendant l'année 1993 : .....  
     pendant l'année 1994 : .....

2. Pour les redevables qui avaient opté, antérieurement à l'exercice d'imposition 1994 pour l'application de l'article 6 bis du règlement de la Province de Brabant.

- a. le facteur de proportionnalité reste inchangé  
 Moyenne arithmétique des douze maxima quart-horaires pendant l'année 1994 : .....
- b. le facteur de proportionnalité doit être changé  
 Nouvelle puissance taxable en KW des moteurs pour l'année 1993 : .....  
 Moyenne arithmétique des douze maxima quart-horaires relevés chaque mois  
     pendant l'année 1993 : .....  
     pendant l'année 1994 : .....

Certifié sincère et exact

le ..... / ..... / 19.....

Votre téléphone : ..... / .....

Signature,

## Articles de l'ordonnance du 22 décembre 1994 relative à la reprise de la fiscalité provinciale.

### Taxe sur la force motrice

**Article 26** - A partir de l'exercice 1995, il est établi une taxe annuelle sur les moteurs, quel que soit le fluide qui les actionne, utilisés par le redevable sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'exploitation de son établissement ou de ses annexes.

Est à considérer comme annexe à un établissement, toute installation ou entreprise, tout chantier quelconque établi sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale pendant une période ininterrompue d'au moins trois mois.

Si soit un établissement, soit une annexe définie ci-dessus, utilise de manière régulière et permanente un moteur mobile pour le relier à une ou plusieurs de ses annexes, ou à une voie de communication, ce moteur donne lieu à la perception de la taxe si soit l'établissement, soit une annexe est établi dans la Région de Bruxelles-Capitale.

**Article 27** - La taxe est établie sur les bases suivantes :

Le nombre de moteurs soumis à la taxe est établi en vertu des dispositions de l'article 26.

La puissance taxable de chacun de ces moteurs est établie d'après la puissance indiquée dans l'arrêté accordant l'autorisation d'établir le moteur ou donnant acte de cet établissement.

La puissance taxable est exprimée en kilowatt. Toute fraction de kilowatt est forcée ou négligée selon qu'elle excède ou non 0,50 kilowatt.

Si l'installation du redevable comprend plusieurs moteurs taxables, la puissance taxable s'établit en additionnant les puissances de ces moteurs et en affectant cette somme d'un facteur de simultanéité variable avec le nombre de moteurs. Ce facteur, qui est égal à l'unité pour un moteur, est réduit de 1/100ème de l'unité par moteur supplémentaire jusqu'à 30 moteurs, puis reste constant et égal à 0,70 pour 31 moteurs et plus.

La puissance des appareils hydrauliques est déterminée de commun accord entre le redevable et le Service Fiscal du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale. En cas de désaccord, le redevable a la faculté de provoquer une expertise contradictoire.

**Article 28 § 1er** - Est exonéré de la taxe :

1° le moteur resté inactif pendant toute la durée de l'exercice;

2° le moteur actionnant un véhicule servant aux transports en commun concédés par les pouvoirs publics;

3° le moteur d'un appareil portatif;

4° le moteur entraînant une génératrice électrique pour la partie de sa puissance correspondant à celle de la génératrice;

5° le moteur à air comprimé;

6° la force motrice utilisée pour le service des appareils d'épuisements des eaux, quelle que soit l'origine de celle-ci ainsi que celle utilisée pour la ventilation et les appareils d'éclairage;

7° le moteur de réserve, c'est-à-dire celui dont le service n'est pas indispensable à la marche normale de l'usine et qui ne fonctionne que dans des circonstances exceptionnelles, pour autant que sa mise en service n'ait pas pour effet d'augmenter la production des établissements en cause;

8° le moteur de rechange, c'est-à-dire celui qui, exclusivement affecté au même travail qu'un autre, est destiné à le remplacer temporairement;

Les moteurs de réserve et de rechange peuvent être appelés à fonctionner en même temps que ceux utilisés normalement pendant le laps de temps nécessaire pour assurer la continuité de la production.

9° les moteurs utilisés dans les stations de compression et qui actionnent les compresseurs créant le régime de pression dans les conduites d'adduction de gaz naturel.

**Article 28 § 2** - La durée de l'inactivité, dont question au § 1er, 1°, est constatée sur base des avis par lesquels la période d'inactivité est communiquée, conformément à l'article 29, § 2, 1°. Les exonérations dont question au § 1er, 2° à 9°, doivent être mentionnées dans la déclaration annuelle, dont question à l'article 39.

**Article 28 § 3** - Les moteurs exonérés de la taxe en application des dispositions du § 1er, n'entrent pas en ligne de compte pour fixer le facteur de simultanéité appliqué à l'établissement du redevable.

**Article 29 § 1er** - Un dégrèvement peut être accordé dans les cas suivants :

1. L'inactivité partielle, au cours de l'exercice d'une durée continue, égale ou supérieure à un mois, donne lieu à un dégrèvement proportionnel au nombre de mois entiers pendant lesquels les appareils ont chômé. Des inactivités discontinues ne peuvent s'additionner.

La période des vacances obligatoires n'est pas prise en considération pour l'obtention du dégrèvement prévu pour l'inactivité des moteurs.

Est assimilée à une inactivité d'une durée d'un mois :

a) l'activité limitée à un jour de travail sur quatre semaines dans les entreprises qui tombent sous l'application d'une convention collective de travail, approuvée par arrêté royal, dans laquelle une limitation d'activité est prévue en vue d'éviter un licenciement massif du personnel;

b) l'inactivité pendant une période de 4 semaines suivie par une période d'activité d'une semaine lorsque le manque de travail résulte de causes économiques;

2. La mise hors service définitive d'un moteur taxable au cours de l'exercice donne lieu à un dégrèvement proportionnel au nombre de mois entiers pendant lesquels l'appareil n'a plus été en activité.

3. Lorsque, pour une cause d'accident, les machines de fabrication ne seraient plus à même d'absorber plus de 80 % de l'énergie fournie par un moteur soumis à la taxe, l'industriel ne sera imposé que sur la puissance utilisée du moteur exprimée en kilowatts, à condition que l'activité partielle ait au moins une durée de trois mois et que l'énergie disponible ne soit pas utilisée à d'autres fins.

4. La mise en activité d'un moteur taxable qui, au 1er janvier de l'exercice, n'existait pas dans l'établissement ou dans l'annexe du redevable, donne lieu à un dégrèvement proportionnel au nombre de mois entiers précédant celui au cours duquel ce moteur a été mis en activité.

**Article 29 § 2** - L'obtention des dégrèvements, visés au § 1er, est subordonnée à la remise par le redevable d'un avis recommandé(s) à la poste ou remis contre reçu(s), faisant connaître au Service Fiscal du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale :

1. pour le cas visé au § 1er, 1.:

- le premier avis : la date où le moteur commence à chômer
- l'autre avis : la date à laquelle l'inactivité a pris fin

2. pour le cas visé au § 1er, 2.:

- la mise hors activité définitive du moteur

3. pour le cas visé au § 1er, 3.:

- le premier avis : la date de l'accident
- l'autre avis : la date de la remise en marche du moteur

4. pour le cas visé au § 1er, 4.:

- la date de la mise en activité du moteur. Dans ce cas, la communication de l'avis doit être faite dans le mois qui suit cette mise en activité.

**Article 29 § 3** - Pour le calcul des dégrèvements visés au § 1er, la période d'inactivité ou d'activité partielle ne prendra cours que:

1. pour les cas visés au § 1er, 1 et 3 : après la réception du premier avis, dont question au § 2, 1 et 3
2. pour le cas prévu au § 1er, 2 : après la réception de l'avis dont question au § 2, 2.

L'inactivité à prendre en considération pour le dégrèvement prévu au § 1er, 4, concerne la période entre le 1er janvier de l'exercice et la fin du mois précédant celui au cours duquel le moteur a été mis en activité.

**Article 29 § 4** - Dans le cas prévu au § 1er, 3, le redevable devra, en outre, produire, sur demande du Service Fiscal du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, tous les documents permettant à celui-ci de contrôler la sincérité de ses déclarations.

**Article 29 § 5** - La puissance des moteurs, visés au § 1er, est affecté du facteur de simultanéité, appliqué à l'établissement du redevable.

**Article 30** - Si un moteur nouvellement installé ne fournit pas immédiatement son rendement normal parce que les installations qu'il doit activer ne sont pas complètes, la puissance non utilisée exprimée en kilowatts sera considérée comme étant de réserve, pour autant qu'elle dépasse 20 % de la puissance renseignée dans l'arrêté d'autorisation.

Cette puissance sera affectée du coefficient de simultanéité appliqué à l'établissement du redevable.

Dans ce cas, la puissance en kilowatts déclarée ne sera valable que provisoirement; aussi longtemps que cette situation d'exception persistera, le redevable est tenu de la notifier tous les trimestres au Service Fiscal du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Pour l'application de l'alinéa précédent, on entend par "moteurs nouvellement installés" ceux à l'exclusion de tous les autres, dont la mise en activité date au maximum de la deuxième année précédant celle de l'exercice.

Dans les cas spéciaux, ces délais pourront être élargis.

**Article 31** - Lorsque les installations d'une entreprise industrielle sont pourvues d'appareils de mesure du maximum quart-heure dont les relevés sont effectués mensuellement par le fournisseur de l'énergie électrique en vue de la facturation de celle-ci et lorsque cette entreprise aura été taxée sur une base des dispositions des articles 26 à 30 pendant une période de deux ans au moins, le montant des cotisations afférentes aux exercices suivants sera, sur demande de l'exploitant, déterminé sur base d'une puissance taxable établie en fonction de la variation, d'une année à l'autre, de la moyenne arithmétique des douze maxima quart-heures mensuels.

A cet effet, le Service Fiscal du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale calculera le rapport entre la puissance taxée pour la deuxième année précédant l'exercice sur base des dispositions des articles 26 à 30, et la moyenne arithmétique des douze maxima quart-heures mensuels relevés durant la même année; ce rapport est dénommé "facteur de proportionnalité".

Ensuite, la puissance taxable sera calculée chaque année en multipliant la moyenne arithmétique des douze maxima quart-heures de l'année précédant l'exercice concerné par le facteur de proportionnalité.

La valeur du facteur de proportionnalité ne sera pas modifiée aussi longtemps que la moyenne arithmétique des maxima quart-heures, à prendre en considération pour un exercice déterminé, ne diffère pas de plus de 20 % de celle de l'année de référence, c'est-à-dire de l'année qui a été prise en considération pour le calcul du facteur de proportionnalité. Lorsque la différence dépassera 20 %, le Service Fiscal du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale fera le recensement des éléments imposables, de façon à calculer un nouveau facteur de proportionnalité.

Pour bénéficier des dispositions du présent article, l'exploitant doit introduire, avant le 31 janvier de l'exercice, une demande écrite auprès du Service Fiscal du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale et communiquer à celui-ci les valeurs mensuelles du maximum quart-heure qui ont été relevées dans ses installations au cours des deux années précédant l'exercice à partir duquel il demande l'application de ces dispositions; il doit en outre s'engager à joindre à sa déclaration annuelle le relevé des valeurs maxima quart-heures mensuelles de l'année précédant l'exercice d'imposition et à permettre au Service Fiscal du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale de contrôler en tout temps les mesures du maximum quart-heure effectuées dans ses installations et figurant sur les factures d'énergie électrique.

L'exploitant qui opte pour ces modalités de déclaration, de contrôle et de taxation est lié par son choix pour une période de cinq ans.

Sauf opposition de l'exploitant ou du Service Fiscal précité à l'expiration de la période d'option, celle-ci est prorogée par tacite reconduction pour une nouvelle période de cinq ans.

Le redevable ayant opté valablement pour le régime prévu au présent article, n'est pas tenu de faire les notifications dont il est question aux articles 28 à 30.

A titre transitoire les redevables ayant obtenu de la Province de Brabant le bénéfice de l'application des dispositions du présent article, conservent ce bénéfice pour la période de cinq ans en cours; la prorogation est possible en application des dispositions susmentionnées.

**Article 32** - La taxe est fixée à 300 frs. par kilowatt.

**Dispositions communes à toutes les taxes visées  
par la présente ordonnance.**

**Article 38** - Les montants exprimés en francs aux articles 5, 9, 14, 19, 23, 32 et 36 sont adaptés annuellement à l'indice des prix à la consommation du royaume; cette adaptation est réalisée à l'aide du coefficient qui est obtenu en divisant l'indice des prix du mois de décembre qui précède l'exercice par l'indice des prix de décembre 1994. Après application du coefficient, les montants sont arrondis à la dizaine de francs supérieure.

**Article 39** - La Région adresse annuellement aux redevables un formulaire de déclaration dont le modèle est arrêté par le Gouvernement. Les redevables sont tenus de déclarer les éléments imposables sur la base de la situation existant au 1er janvier de l'exercice d'imposition. Ils sont tenus de renvoyer cette déclaration dûment complétée et signée dans les trente jours de son envoi.

Les redevables qui n'ont pas reçu de formulaire de déclaration au 1er février de chaque année sont tenus d'en réclamer un.

**Article 40 § 1er** - Le Gouvernement désigne les fonctionnaires chargés de recevoir et de vérifier les déclarations et de procéder à l'établissement et au recouvrement de la taxe; ces fonctionnaires, à l'exception de ceux qui sont chargés du recouvrement de la taxe, sont autorisés à prouver par tous moyens de droit, témoignages et présomptions compris, à l'exception du serment et par les procès-verbaux qu'ils dressent toute contravention aux dispositions de la présente ordonnance, de ses arrêtés d'exécution, de même que tout fait qui établit ou concourt à l'établissement de la taxe ou d'une majoration.

**Article 40 § 2** - Les redevables sont tenus d'accorder aux fonctionnaires munis d'une commission signée par le fonctionnaire désigné à cet effet par le Gouvernement, et chargés d'effectuer un contrôle ou une enquête se rapportant à l'application de la présente ordonnance, le libre accès à leurs locaux et bâtiments professionnels, à l'effet de permettre à ces fonctionnaires de procéder à des constatations

susceptibles de contribuer à la perception correcte de la taxe.

**Article 42** - En cas d'erreur ou d'omission dans la déclaration du redevable, les fonctionnaires visés au § 1er de l'article 40, procèdent à la rectification de la déclaration; la rectification motivée est notifiée au redevable dans un délai de huit mois à compter du jour de la réception de la déclaration.

**Article 43 § 1er** - Lorsque le redevable n'a pas remis dans les délais, la déclaration dont question à l'article 39 ou ne s'est pas conformé aux obligations qui lui sont imposées par la présente ordonnance ou en exécution de celle-ci, les fonctionnaires visés au § 1er de l'article 40 procèdent à l'établissement d'office de la taxe due par le redevable eu égard aux éléments dont ils disposent.

**Article 43 § 2** - Avant de procéder à la taxation d'office, les fonctionnaires notifient au redevable, par lettre recommandée, les motifs de la taxation d'office et les éléments sur lesquels la taxe sera basée.

**Article 43 § 3** - Dans le mois qui suit l'envoi de cette notification, le redevable peut faire valoir ses observations par écrit; la taxe ne peut être établie avant l'expiration de ce délai.

**Article 43 § 4** - Lorsque le redevable est taxé d'office, il lui incombe, en cas de contestation, de faire la preuve du caractère manifestement exagéré de la taxation d'office.

**Article 44** - Les redevables sont tenus de fournir verbalement ou par écrit, sur réquisition des fonctionnaires visés à l'article 40, § 1er, tous renseignements qui leur sont réclamés aux fins de vérifier l'exacte perception de la taxe à leur charge ou à charge de tiers.

Tout refus de renseignement et toute communication de renseignements inexacts ou incomplets entraînent une majoration de la taxe de 10 % du montant de la taxe due.

**Article 6 bis du règlement du Conseil de la Province  
de Brabant du 20 décembre 1988.**

**Article 6bis** - Lorsque les installations d'une entreprise industrielle sont pourvues d'appareils de mesure du maximum quart-horaire dont les relevés sont effectués mensuellement par le fournisseur de l'énergie électrique en vue de la facturation de celle-ci et lorsque cette entreprise aura été taxée sur une base des dispositions des articles 1er à 6 pendant une période de deux ans au moins, le montant des cotisations afférentes aux exercices suivants sera, sur demande de l'exploitant, déterminé sur base d'une puissance taxable établie en fonction de la variation, d'une année à l'autre, de la moyenne arithmétique des douze maxima quart-horaires mensuels.

A cet effet, l'administration calculera le rapport entre la puissance taxée pour le dernier exercice d'imposition sur base des dispositions des articles 1er à 6, et la moyenne arithmétique des douze maxima quart-horaires mensuels relevés durant la même année; ce rapport est dénommé "FACTEUR DE PROPORTIONNALITE"

Ensuite, la puissance taxable sera calculée chaque année en multipliant la moyenne arithmétique des douze maxima quart-horaires de l'année par le facteur de proportionnalité.

La valeur du facteur de proportionnalité ne sera pas modifiée aussi longtemps que la moyenne arithmétique des maxima quart-horaires d'une année ne diffère pas de plus de 20% de celle de l'année de référence, c'est-à-dire de l'année qui a été prise en considération pour le calcul du facteur de proportionnalité. Lorsque la différence dépassera 20 %, l'administration fera le recensement des éléments imposables, de façon à calculer un nouveau facteur de proportionnalité.

Pour bénéficier des dispositions du présent article, l'exploitant doit introduire, avant le 31 janvier de l'exercice d'imposition, une demande écrite auprès de l'Administration provinciale et communiquer à celle-ci les valeurs mensuelles du maximum quart-horaire qui ont été relevées dans ses installations au cours de l'année précédent celle à partir de laquelle il demande l'application de ces dispositions; il doit en outre s'engager à joindre à sa déclaration annuelle le relevé des valeurs maxima quart-horaires mensuelles de l'exercice d'imposition et à permettre à l'administration de contrôler en tout temps les mesures du maximum quart-horaire effectuées dans ses installations et figurant sur les factures d'énergie électrique.

L'exploitant qui opte pour ces modalités de déclaration, de contrôle et de taxation est lié par son ..... pour une période de cinq ans.

Sauf opposition de l'exploitant ou de l'administration à l'expiration de la période d'option, celle-ci est prorogée par tacite reconduction pour une nouvelle période de cinq ans.

Bijlage VI bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 1995 tot vaststelling van de modellen van de aangifteformulieren betreffende de van de provinciale fiscaliteit overgenomen gewestbelastingen.



Ministerie van Brussels  
Hoofdstedelijk Gewest  
Administratie van Financiën  
Gewestbelasting voor 1995

Postbus 7  
Brussel 37 - 1000 Brussel

**TERUG TE STUREN  
VOOR**

**BELASTING  
1995**

Referentienr:

**GEWESTBELASTING (vroegere provinciale  
belasting op de drijfkracht) OP DE  
MOTORKRACHT.**

Mevrouw, Mijnheer,

De ordonnantie van 22 december 1994, betreffende de overname van de provinciale fiscaliteit voorziet in hoofdstuk 6 dat vanaf het belastingjaar 1995 een jaarlijkse belasting geheven wordt op de motoren, ongeacht de krachtbron waarmee ze worden aangedreven, die door de belastingplichtige op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gebruikt worden voor de uitbating van zijn inrichting of van haar bijgebouwen.

Gelieve hierbijgevoegd het aangifteformulier voor de belasting 1995 te vinden.

Ik verzoek U dit formulier behoorlijk in te vullen, het te ondertekenen en het ons terug te sturen binnen de voorziene termijn (zie hierboven).

**Inlichtingen:**

- Voor elke bijkomende inlichting staan onze diensten ter Uwer beschikking op het telefoonnummer 02/204.14.09, van 14u tot 16u, of aan onze loketten in het C.C.N.-gebouw, Vooruitgangstraat 80 te 1210 Brussel, van 9u tot 11u30.
- Elke briefwisseling dient gestuurd te worden naar het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Postbus 7, Brussel 37, 1000 Brussel, met vermelding van het bovenstaande referentienummer.

U dankend voor Uw bereidwillige medewerking, bied ik U, Mevrouw, Mijnheer, de blijken van mijn oprechte hoogachting aan.

J.P. Hagon  
De gemachtigde ambtenaar

Un formulaire en français peut être obtenu  
sur simple demande au n° téléphone  
mentionné ci-dessus.



**GEWESTBELASTING (vroegere provinciale  
belasting op de drijfkracht) OP DE  
MOTORKRACHT.**

Voor 1995 wordt de belasting vastgesteld op 300 frank per kilowatt.

**AANGIFTE :**

- A. Belastbare kracht vastgesteld in toepassing van de artikelen 26 to 30 van de ordonnantie (zie volgende bladzijden van dit aangifteformulier) :**

De aangifte heeft betrekking op de toestand bestaande op 1 januari 1995.

Totaal aantal motoren op 1 januari 1995 : .....

Kracht in KW van deze motoren ( 1 KW = 1,36 HP) : .....

Aantal van belasting vrijgestelde motoren (begrepen in het totaal aantal) : .....

(artikel 28 § 1, 2° tot 9°, van de ordonnantie)

Kracht in KW van deze vrijgestelde motoren : .....

(lijst bij te voegen)

- B. Belastbare kracht vastgesteld in toepassing van artikel 31 van de ordonnantie (zie volgende bladzijden van dit aangifteformulier)**

Voorafgaande opmerking :

In toepassing van artikel 31 van de ordonnantie kunnen de belastingplichtigen kiezen voor het systeem waarbij de belastbare kracht vastgesteld wordt in functie van de variatie van het gemiddelde van de maximum kwartiervermogens.

Als overgangsstelsel behouden de belastingplichtigen die van de Provincie Brabant het voordeel van de toepassing van dit artikel bekomen hebben, dit voordeel voor de lopende termijn van vijf jaar ( zie artikel 6 bis van de verordening van de Provincie Brabant van 20 december 1988 - volgende bladzijden van dit aangifteformulier).

- 1 Voor de belastingplichtigen die gekozen hadden voor de toepassing van artikel 6 bis van de verordening van de Provincie Brabant vanaf het aanslagjaar 1994.
- a. Belastbare kracht in KW van de motoren in 1993 : .....
- b. Rekenkundig gemiddelde der twaalf maximum kwartiervermogens elke maand afgenomen
- tijdens het jaar 1993 : .....
- tijdens het jaar 1994 : .....
- 2 Voor de belastingplichtigen die vóór het aanslagjaar 1994 gekozen hadden voor de toepassing van artikel 6 bis van de verordening van de Provincie Brabant
- a. de verhoudingsfactor blijft ongewijzigd
- Rekenkundig gemiddelde der twaalf maximum kwartiervermogens elke maand opgenomen tijdens het jaar 1994 : .....
- b. de verhoudingsfactor moet worden gewijzigd
- Nieuwe belastbare kracht in KW van de motoren voor het jaar 1993 : .....
- Rekenkundig gemiddelde der twaalf maximum kwartiervermogens elke maand opgenomen
- tijdens het jaar 1993 : .....
- tijdens het jaar 1994

Waar en echt verklaard

op . . . / . . . / 19

Uw telefoon . . . / . . . . .

Handtekening,

## Artikelen van de ordonnantie van 22 december 1994 betreffende de overname van de provinciale fiscaliteit.

### Belasting op de motorkracht.

**Artikel 26** - Vanaf het belastingjaar 1995 wordt een jaarlijkse belasting geheven op de motoren, ongeacht de krachtbron waarmee ze worden aangedreven, die door de belastingplichtige op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gebruikt worden voor de uithaling van zijn inrichting of van haar bijgebouwen.

Dient als bijgebouw van een inrichting te worden beschouwd, iedere instelling of onderneming, iedere werf van om het even welke aard gevestigd op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gedurende een ononderbroken tijdperk van minstens drie maanden.

Wanneer hetzij een inrichting, hetzij een als hierboven bepaald bijgebouw, regelmatig en voortdurend een verplaatsbare motor gebruikt voor de verbinding met een of meerdere van haar bijgebouwen, of met een verkeersweg, is daardoor de belasting verschuldigd wanneer hetzij de inrichting, hetzij een bijgebouw in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gevestigd is

**Artikel 27** - De belasting wordt vastgesteld op de volgende grondslagen

Het aantal motoren, die aan de belasting onderworpen zijn, wordt vastgesteld volgens de bepalingen van artikel 26.

De belastbare kracht van elk van deze motoren wordt vastgesteld volgens de kracht opgegeven in het besluit waarbij de vergunning tot het plaatsen van de motor wordt verleend of akte van die plaatsing wordt gegeven.

De belastbare kracht wordt uitgedrukt in kilowatt. Elk gedeelte van een kilowatt wordt verhoogd tot de volgende eenheid of verwaarloosd naargelang het al dan niet hoger is dan 0,50 kilowatt.

Zijn er in de instelling van de belastingplichtige meerdere belastbare motoren, dan wordt de belastbare kracht vastgesteld door de krachten van deze motoren op te tellen en deze som te voorzien van een simultaanfactor die varieert volgens het aantal motoren. Deze factor, gelijk aan de eenheid van een motor, wordt tot en met 30 motoren, met een honderdste van de eenheid per bijkomende motor verminderd, en blijft daarna onveranderlijk en gelijk aan 0,70 voor 31 motoren en meer.

De kracht der hydraulische toestellen wordt vastgesteld in overleg tussen de belastingplichtige en de Fiscale Dienst van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Het staat de belastingplichtige vrij, in geval van onenigheid, een tegenexpertise uit te lukken.

**Artikel 28 § 1** - Is vrijgesteld van belasting:

1° de motor die gedurende het ganse belastingjaar buiten werking is geweest;

2° de motor gebruikt voor het aandrijven van een voertuig, dat dient voor gemeenschappelijk vervoer, geconcedeerd door de openbare besturen;

3° de motor van een draagbaar toestel;

4° de motor die een elektrische generator aandrijft; de vrijstelling geldt enkel voor het gedeelte van zijn kracht, dat met deze van de generator overeenstemt;

5° de persluchtmotor;

6° de motorkracht gebruikt voor waterbemalingstoestellen, welke ook de oorsprong van deze kracht weze, alsook de motorkracht gebruikt voor ventilatie- en verlichtingstoestellen;

7° de reservemotor, d.i. de motor waarvan de werking niet onmisbaar is voor het normale functioneren van de fabriek en die slechts werkt in uitzonderlijke omstandigheden; de vrijstelling geldt enkel voor zover zijn inwerkingstelling niet tot gevolg heeft de productie van de betrokken inrichtingen te verhogen;

8° de wisselmotor, d.i. de motor die uitsluitend bestemd is voor hetzelfde werk als een andere motor, die hij tijdelijk moet vervangen.

De reserve- en wisselmotoren kunnen aangewend worden om terzelfder tijd te werken als de motoren die normaal gebruikt worden gedurende de tijd die nodig is om de continuïteit van de productie te verzekeren.

9° de motoren, gebruikt in de compressiestations voor de aandrijving van de compressoren die instaan voor het drukregime in de aanvoerleidingen van de aardgasvoorziening.

**Artikel 28 § 2** - De duur van de inactiviteit, waarvan sprake in § 1, 1°, wordt vastgesteld op basis van de berichten, waardoor, overeenkomstig artikel 29, § 2, 1, de periode van inactiviteit gemeld wordt; de vrijstellingen, bedoeld in § 1, 2° tot 9°, dienen in het jaarlijkse aangifteformulier, waarvan sprake in artikel 39, vermeld te worden.

**Artikel 28 § 3** - De motoren die bij toepassing van § 1 van de belasting vrijgesteld zijn, komen niet in aanmerking voor de bepaling van de simultaanfactor van de inrichting van de belastingplichtige.

**Artikel 29 § 1** - Belastingvermindering kan verleend worden in volgende gevallen:

1. De gedeeltelijke inactiviteit van een motor, tijdens het belastingjaar, voor een continue periode die gelijk is aan of langer dan een maand, geeft aanleiding tot een vermindering van de belasting in verhouding tot het aantal volle maanden tijdens dewelke de toestellen buiten werking waren. Niet-continue periodes van inactiviteit kunnen niet worden samengevoegd.

De verplichte vakantieperiode wordt niet in aanmerking genomen voor het bekomen van een belastingvermindering wegens inactiviteit van de motoren.

Met een inactiviteit voor de duur van een maand worden gelijkgesteld:

a) de activiteit die beperkt is tot een dag werk op vier weken in de bedrijven die vallen onder het toepassingsgebied van een bij koninklijk besluit goedgekeurde collectieve arbeidsovereenkomst waarin deze arbeidsvermindering is voorzien, teneinde een massaal ontslag van personeel te voorkomen;

b) de inactiviteit voor de duur van vier weken, gevolgd door een week activiteit, indien het werktekort te wijten is aan economische omstandigheden;

2. Het definitief buiten gebruik stellen van een belastbare motor in de loop van het belastingjaar, geeft aanleiding tot een vermindering van de belasting in verhouding tot het aantal volle maanden tijdens dewelke het toestel niet meer in werking was.

3. Indien de fabricagemachines wegens een ongeval niet meer in staat zijn om meer dan 80 % van de door een aan de belasting onderworpen motor geleverde kracht te gebruiken, wordt de nijveraar slechts belast op de verbruikte kracht van de motor uitgedrukt in kilowatt, op voorwaarde dat de gedeeltelijke activiteit minstens drie maanden duurt en dat de beschikbare kracht niet voor andere doeleinden gebruikt wordt.

4. De inwerkingstelling van een belastbare motor die op 1 januari van het belastingjaar niet bestond in de inrichting of in een bijgebouw van de belastingplichtige, geeft aanleiding tot een belastingvermindering voor het aantal volle maanden voorafgaand aan deze waarin deze motor in werking werd gesteld.

**Artikel 29 § 2** - Om de belastingverminderingen, bedoeld in § 1, te bekomen, dient de belastingplichtige bij ter post aangetekende of tegen ontvangstbewijs afgegeven bericht of berichten, aan de Fiscale Dienst van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest mede te delen :

1. voor het geval bedoeld in § 1, 1 :
  - door het eerste bericht : de datum van het begin van de inactiviteit van de motor
  - door het andere bericht : de datum van het einde van de inactiviteit
2. voor het geval bedoeld in § 1, 2: de datum van het definitief buiten werking stellen van de motor
3. voor het geval bedoeld in § 1, 3:
  - door het eerste bericht : de datum van het ongeval
  - door het andere bericht : de datum van het opnieuw in werking stellen van de motor
4. voor het geval bedoeld in § 1, 4: de datum van de inwerkingstelling van de motor. In dit geval dient de mededeling binnen de maand na deze inwerkingstelling gedaan te worden.

**Artikel 29 § 3** - Voor de berekening van de belastingverminderingen bedoeld in § 1 zal de periode van inactiviteit of van gedeeltelijke activiteit slechts ingaan :

1. voor de gevallen bedoeld in § 1, 1 en 3 : na de ontvangst van het eerste bericht, waarvan sprake in § 2, 1 en 3
2. voor het geval bedoeld in § 1, 2 : na de ontvangst van het bericht waarvan sprake in § 2, 2.

De in aanmerking te nemen inactiviteit voor de belastingvermindering, voorzien in § 1, 4, heeft betrekking op de periode tussen 1 januari van het belastingjaar en het einde van de maand die voorafgaat aan deze tijdens dewelke de motor in werking werd gesteld.

**Artikel 29 § 4** - In het geval bedoeld in § 1, 3, zal de belastingplichtige bovendien, op verzoek van de Fiscale Dienst van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, alle stukken moeten voorleggen waaruit de echtheid van zijn verklaringen zal kunnen nagegaan worden.

**Artikel 29 § 5** - Op de kracht van de in § 1 bedoelde motoren wordt de simultaanfactor, vastgesteld voor de inrichting van de belastingplichtige, toegepast.

**Artikel 30** - Levert een onlangs geplaatste motor niet dadelijk zijn normaal rendement op, omdat de daarmee aan te drijven installaties onvolledig zijn, dan wordt de niet-gebruikte kracht, uitgedrukt in kilowatt, beschouwd als reservekracht, voor zover zij 20 % van de in het vergunningsbesluit opgegeven kracht overtreft.

Op deze kracht wordt de simultaanfactor, vastgesteld voor de inrichting van de belastingplichtige, toegepast.

In dergelijk geval is de voor deze motor aangegeven kw-kracht slechts voorlopig geldig; zolang deze uitzonderingstoestand duurt, dient de belastingplichtige daar, om het kwartaal, schriftelijk kennisgeving van te doen aan de Fiscale Dienst van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Voor de toepassing van voorgaande alinea, wordt onder "onlangs geplaatste motoren" verstaan diegene - met uitzondering van alle andere - waarvan de inwerkingstelling hoogstens dateert van het tweede jaar vóór het belastingjaar.

In bijzondere gevallen mogen deze termijnen worden verlengd.

**Artikel 31** - Wanneer de installaties van een nijverheidsbedrijf voorzien zijn van meetapparaten voor het maximum kwartiervermogen, waarvan de opnemingen maandelijks door de leverancier van elektrische energie worden gedaan met het oog op het factureren ervan en bijaldien dat bedrijf belast werd op grond van de bepalingen van de artikelen 26 tot 30 gedurende een periode van tenminste twee jaar, wordt het bedrag der belastingen betreffende de volgende aanslagjaren, op verzoek van de exploitant, vastgesteld op basis van een belastbaar vermogen, bepaald in functie van de variatie van het ene tot het andere jaar, van het rekenkundig gemiddelde der twaalf maandelijks maximum kwartiervermogens.

Daartoe berekent de Fiscale Dienst van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de verhouding tussen het vermogen dat voor het tweede jaar, dat aan het aanslagjaar voorafgaat, belast werd op grond van de bepalingen van de artikelen 26 tot 30 en het rekenkundig gemiddelde van de twaalf maandelijks maximum kwartiervermogens, opgenomen tijdens datzelfde jaar, deze verhouding wordt "verhoudingsfactor" genoemd.

Vervolgens wordt het belastbaar vermogen elk jaar berekend door vermenigvuldiging van het rekenkundig gemiddelde van de twaalf maximum kwartiervermogens van het jaar dat aan het desbetreffende belastingjaar voorafgaat met de verhoudingsfactor. De waarde van de verhoudingsfactor wordt niet gewijzigd zolang het rekenkundig gemiddelde dat voor een bepaald aanslagjaar in aanmerking dient genomen te worden, niet meer dan 20 % verschilt van dit van het referentiejaar, d.w.z. van het jaar dat in aanmerking werd genomen voor de berekening van de verhoudingsfactor. Bedraagt het verschil meer dan 20 %, dan telt de Fiscale Dienst van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de belastbare elementen teneinde een nieuwe verhoudingsfactor te berekenen.

Om het voordeel van de bepalingen van dit artikel te genieten, moet de exploitant voor 31 januari van het aanslagjaar een schriftelijke aanvraag indienen bij de Fiscale Dienst van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met opgave van de maandelijks waarden van het maximum kwartiervermogen, die in zijn installaties werden opgenomen tijdens de twee jaren die voorafgaan aan het aanslagjaar tijdens hetwelk hij de aanvraag tot toepassing van deze bepalingen indient; hij moet er zich voorts toe verbinden bij zijn jaarlijkse aangifte de maandelijks waarden van het maximum kwartiervermogen van het jaar dat aan het aanslagjaar voorafgaat, te voegen en de Fiscale Dienst van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toe te laten ten allen tijde de in zijn installatie gedane metingen van het maximum kwartiervermogen, vermeld op de facturen voor levering van elektrische energie, te controleren.

De exploitant die deze wijze van aangifte, controle en aanslag kiest, verbindt zich door zijn keuze voor een tijdvak van vijf jaar.

Behoudens verzet van de exploitant of van de hierboven vermelde Fiscale Dienst bij het verstrijken van het optietijdvak, wordt dit stilzwijgend verlengd voor een nieuw tijdvak van vijf jaar.

De belastingplichtige die op geldige wijze de regeling vermeld in dit artikel heeft gekozen is er niet toe gehouden de kennisgevingen waarvan sprake in de artikelen 28 tot 30, te verrichten.

Als overgangsstelsel behouden de belastingplichtigen, die van het bestuur van de Provincie Brabant het voordeel van de bepalingen van dit artikel hebben bekomen, dit voordeel voor de lopende termijn van vijf jaar; de verlenging is mogelijk bij toepassing van de hierboven vermelde bepalingen.

**Artikel 32** - De belasting is vastgesteld op 300 frank per kilowatt.

**Gemeenschappelijke bepalingen, toepasselijk op alle belastingen**  
**bedoeld in deze ordonnantie.**

**Artikel 38** - De in franken uitgedrukte bedragen, bepaald in de artikelen 5, 9, 14, 19, 23, 32 en 36 worden jaarlijks aangepast aan het indexcijfer der consumptieprijsen van het rijk; deze aanpassing gebeurt door middel van de coëfficiënt die wordt bekomen door het indexcijfer van de maand december van het jaar voorafgaand aan het belastingjaar te delen door het indexcijfer van de maand december 1994. Na toepassing van de coëfficiënt, worden de bedragen afgerond naar het hogere tiental.

**Artikel 39** - Het Gewest zendt de belastingplichtigen jaarlijks een aangifteformulier waarvan het model door de Regering vastgesteld wordt.

De belastingplichtigen dienen van de belastbare elementen aangifte te doen, volgens de toestand bestaande op 1 januari van het belastingjaar. Zij dienen dit formulier, behoorlijk ingevuld en ondertekend, terug te sturen binnen dertig dagen na zijn verzending.

De belastingplichtigen die op 1 februari van elk belastingjaar nog geen aangifteformulier hebben ontvangen dienen er zelf een aan te vragen.

**Artikel 40 § 1** - De Regering wijst de ambtenaren aan die belast zijn met de in ontvangstname en het nazicht van de aangiften en met de invordering en de inning van de belasting; deze ambtenaren, met uitzondering van hen die belast zijn met de inning van de belasting, kunnen met alle wettelijke middelen, inclusief getuigen en vermoedens, met uitzondering van de eed, en door de processenverbaal die ze opmaken, elke overtreding van de bepalingen van deze ordonnantie en van de uitvoeringsbesluiten ervan, als- mede ieder feit dat de invordering van de belasting of een verhoging verantwoordt of daartoe bijdraagt, bewijzen.

**Artikel 40 § 2** - De belastingplichtigen zijn ertoe gehouden aan de ambtenaren, voorzien van een aanstellingsbewijs getekend door de ambtenaar die daartoe door de Regering wordt aangewezen, en die belast zijn met een controle of onderzoek in verband met de toepassing van de ordonnantie, vrije toegang te verlenen tot hun bedrijfslokalen en -gebouwen, ten einde aan deze ambtenaren de mogelijkheid te verschaffen vaststellingen te doen die kunnen bijdragen tot de juiste inning van de belasting.

**Artikel 42** - In geval van vergissingen of onvolledigheden in de aangifte van de belastingplichtige, gaan de ambtenaren, bedoeld in artikel 40 § 1, over tot de rechtzetting van de aangifte; de gemotiveerde rechtzetting wordt aan de belastingplichtige betekend binnen een termijn van acht maanden na de ontvangst van de aangifte.

**Artikel 43 § 1** - Wanneer de belastingplichtige zijn aangifte bedoeld in artikel 39 niet binnen de termijnen heeft ingediend of de verplichtingen hem opgelegd door deze ordonnantie of in uitvoering ervan niet heeft nageleefd, gaan de ambtenaren, bedoeld in artikel 40 § 1, ambtshalve over tot de heffing van de door de belastingplichtige verschuldigde belasting op grond van de elementen waarover zij beschikken.

**Artikel § 2** - Alvorens over te gaan tot de ambtshalve heffing, stellen de ambtenaren de belastingplichtigen, bij aangetekende brief, in kennis van de motieven van de ambtshalve heffing en de elementen op basis waarvan de belasting zal worden geheven.

**Artikel § 3** - Binnen de maand volgend op de toezending van deze kennisgeving, kan de belastingplichtige zijn schriftelijke opmerkingen overmaken; de belasting mag niet worden geheven vooraleer deze termijn is verstreken.

**Artikel § 4** - Wanneer de belastingplichtige ambtshalve wordt belast, komt het hem toe, in geval van betwisting, te bewijzen dat de ambtshalve heffing kennelijk overdreven is.

**Artikel 44** - De belastingplichtigen zijn ertoe gehouden om, mondeling of schriftelijk, op verzoek van de ambtenaren bedoeld in artikel 40 § 1, alle inlichtingen te verschaffen die hen worden gevraagd ten einde de precieze inning van de belasting te kunnen laste of ten laste van derden, te kunnen verifiëren.

Iedere weigering om inlichtingen te verschaffen en iedere verkeerde of onvolledige inlichting hebben een verhoging met 10 % van de verschuldigde belasting tot gevolg.

**Artikel 6 bis van de verordening van de Provincieraad  
van Brabant van 20 december 1988  
houdende de belasting op de drijfkracht.**

**Artikel 6bis** - Wanneer de installaties van een nijverheidsbedrijf voorzien zijn van meetapparaten voor het maximum kwartuurvermogen, waarvan de opnemingen maandelijks door de leverancier van elektrische energie worden gedaan met het oog op het factureren ervan en bijaldien dat bedrijf belast werd op grond van het bepaalde in de artikelen 1 tot 6 gedurende een periode van tenminste twee jaar, wordt het bedrag der belasting betreffende de volgende aanslagjaren op verzoek van de exploitant, vastgesteld op basis van een belastbaar vermogen, bepaald in functie van de variatie, van het ene tot het andere jaar, van het rekenkundig gemiddelde der twaalf maandelijkse maximum kwartuurvermogens.

Daartoe berekent het bestuur de verhouding tussen het vermogen, dat voor het jongste aanslagjaar op grond van het bepaalde in de artikelen 1 tot 6 aangeslagen werd en het rekenkundig gemiddelde der twaalf maandelijkse maximum kwartuurvermogens opgenomen tijdens hetzelfde jaar ; deze verhouding wordt "VERHOUDINGSFACTOR" genoemd.

Vervolgens wordt het belastbaar vermogen elk jaar berekend door vermenigvuldiging van het rekenkundig gemiddelde der twaalf maximum kwartuurvermogens van het jaar met de verhoudingsfactor.

De waarde van de verhoudingsfactor wordt niet gewijzigd zolang het rekenkundig gemiddelde van de maximum kwartuurvermogens van een jaar niet meer dan 20 % verschilt van die van het referentiejaar d.w.z. van het jaar dat in aanmerking werd genomen voor de berekening van de verhoudingsfactor. Bedraagt het verschil meer dan 20 %, dan telt het bestuur de belastbare gegevens teneinde een nieuwe verhoudingsfactor te berekenen.

Om het voordeel van de bepalingen van dit artikel te genieten, moet de exploitant, vóór 31 januari van het aanslagjaar een schriftelijke aanvraag bij het provinciebestuur indienen met opgave van de maandelijkse waarden van het maximum kwartuurvermogen, welke in zijn installaties werden opgenomen tijdens het jaar voorafgaande aan dat met ingang waarvan hij om de toepassing van deze bepalingen verzoekt ; hij moet er zich voorts toe verbinden bij zijn jaarlijkse aangifte de opgave der maandelijkse waarden van het maximum kwartuurvermogen van het aanslagjaar te voegen en het bestuur toe te laten te allen tijde de in zijn installatie gedane metingen van het maximum kwartuurvermogen, vermeld op de facturen voor levering van elektrische energie, te controleren.

De exploitant die deze wijze van aangifte, controle en aanslag kiest, verbindt zich door zijn keuze voor een tijdperk van vijf jaar.

Behoudens verzet van de exploitant of van de administratie bij het verstrijken van het optietijdperk wordt dit stilzwijgend verlengd voor een nieuw tijdperk van vijf jaar.

Annexe VII à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 1995 déterminant les modèles des formules de déclaration aux taxes régionales reprises de la fiscalité provinciale.



Ministère de la Région de  
Bruxelles-Capitale  
Administration des Finances  
Taxe Régionale pour 1995

Boîte postale 7  
Bruxelles 37 - 1000 Bruxelles

**A RENVoyer  
AVANT LE**

**TAXE  
1995**

N° de réf.:

**TAXE REGIONALE (ancienne taxe  
provinciale) SUR LES DEPOTS DE  
MITRAILLE OU DE VEHICULES  
USAGES.**

Madame, Monsieur,

L'ordonnance du 22 décembre 1994, relative à la reprise de la fiscalité provinciale prévoit en son chapitre 7 qu'à partir de l'exercice 1995 il est établi une taxe annuelle sur les dépôts de mitraille ou de véhicules usagés, établis sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et installés en plein air le long des voies publiques ou visibles d'un point quelconque de celles-ci.

Veuillez trouver ci-joint le formulaire de déclaration pour la taxe de 1995 que je vous prie de bien vouloir renvoyer, dûment complété et signé, dans le délai prévu (voir ci-dessus).

**Renseignements:**

- Pour tout renseignement complémentaire nos services restent à votre disposition au numéro de téléphone 02/204.14.09, de 14h à 16h ou à nos guichets au C.C.N., Rue du Progrès 80, 1210 Bruxelles, de 9h à 11h30.

- Tout courrier doit être adressé au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Boîte postale 7, Bruxelles 37, 1000 Bruxelles, sans oublier de mentionner le n° de référence inscrit ci-dessus.

En vous remerciant de votre collaboration, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

J.P. Hagon  
Le fonctionnaire délégué

U kan een nederlandstalig formulier aanvragen op het  
bovenvermelde telefoonnummer.

**TAXE REGIONALE (ancienne taxe provinciale)**  
**SUR LES DEPOTS DE MITRAILLE OU DE**  
**VEHICULES USAGES.**

Pour 1995, les montants de la taxe sont ceux qui sont mentionnés dans l'article 36 de l'ordonnance (voir pages suivantes de la présente déclaration).

La taxe n'est pas due si le dépôt est complètement invisible d'un point quelconque des voies publiques, et si le dépôt est situé dans les enceintes des installations portuaires ou ferroviaires (voir article 35 - pages suivantes du présent formulaire).

La déclaration porte sur la situation existante au 1er janvier 1995.

**DECLARATION :**

Concerne : Dépôt de mitraille ou de véhicules usagés

situé à : ....., code postal .....,  
 rue ....., n° .....

Veuillez marquer d'une croix les cases qui correspondent à votre situation :

Au 1er janvier 1995 vous étiez propriétaire du dépôt de mitraille ou de véhicules usagés, situé à l'adresse indiquée ci-dessus

OUI

NON

Si au 1er janvier 1995 vous n'étiez pas propriétaire de ce dépôt, veuillez inscrire le nom et l'adresse du nouveau propriétaire

Nom : .....

Rue : ..... n° .....

Code postal : ..... Commune : .....

A cette date, ce dépôt était visible d'un point quelconque des voies publiques

OUI

NON

Ce dépôt est situé dans les enceintes des installations portuaires ou ferroviaires

OUI

NON

Ce dépôt est situé sur un terrain d'une superficie de ..... ares ..... centiares

Votre téléphone : .../.....

Certifié sincère et exact  
 le ..... / ..... / 19.....

Signature,

**Articles de l'ordonnance du 22 décembre 1994 relative  
à la reprise de la fiscalité provinciale.**

**Taxe sur les dépôts de mitraille ou de véhicules usagés**

**Article 33** - A partir de l'exercice 1995, il est établi une taxe annuelle sur les dépôts de mitraille ou de véhicules usagés, établis sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et installés en plein air le long des voies publiques ou visibles d'un point quelconque de celles-ci.

**Article 34** - La taxe est due par le propriétaire de tout dépôt, quelle que soit l'importance des marchandises entreposées, même si le dépôt n'a pas été autorisé en application de la réglementation en vigueur pour les établissements dangereux, insalubres ou incommodes ou en matière de permis d'environnement.

**Article 35** - La taxe n'est pas due :

- a) si le dépôt est complètement invisible de tout point des routes visées à l'article 33 ci-dessus, soit par le fait de la situation, soit par le fait d'être entouré de murs, haies ou autres moyens de camouflage d'une hauteur suffisante à le rendre complètement invisible.
- b) si le dépôt est situé dans les enceintes des installations portuaires ou ferroviaires.

**Article 36 § 1er** - La taxe est fixée comme suit, en fonction de la superficie totale du terrain sur lequel le dépôt est établi :

- jusqu'à 5 ares: 18.000 frs.;
- plus de 5 ares jusqu'à 10 ares: 36.000 frs.;
- plus de 10 ares jusqu'à 20 ares: 48.000 frs.;
- plus de 20 ares jusqu'à 50 ares: 60.000 frs.;
- plus de 50 ares jusqu'à 100 ares: 80.000 frs.;
- plus de 100 ares: 100.000 frs.

**Article 36 § 2** - La taxe est due pour toute la durée de l'exercice, quelle que soit la durée de l'existence du dépôt au cours de cet exercice.

**Article 37** - Si dans le courant de l'exercice, un exploitant crée un nouveau dépôt ou augmente la superficie d'un dépôt existant, il est tenu de notifier cette création ou cette augmentation dans le mois, par lettre recommandée, adressée au Service Fiscal du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.



**Dispositions communes à toutes les taxes visées  
par la présente ordonnance.**

**Article 38** - Les montants exprimés en francs aux articles 5, 9, 14, 19, 23, 32 et 36 sont adaptés annuellement à l'indice des prix à la consommation du royaume; cette adaptation est réalisée à l'aide du coefficient qui est obtenu en divisant l'indice des prix du mois de décembre qui précède l'exercice par l'indice des prix de décembre 1994. Après application du coefficient, les montants sont arrondis à la dizaine de francs supérieure.

**Article 39** - La Région adresse annuellement aux redevables un formulaire de déclaration dont le modèle est arrêté par le Gouvernement. Les redevables sont tenus de déclarer les éléments imposables sur la base de la situation existant au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition. Ils sont tenus de renvoyer cette déclaration dûment complétée et signée dans les trente jours de son envoi.

Les redevables qui n'ont pas reçu de formulaire de déclaration au 1<sup>er</sup> février de chaque année sont tenus d'en réclamer une.

**Article 40 § 1<sup>er</sup>** - Le Gouvernement désigne les fonctionnaires chargés de recevoir et de vérifier les déclarations et de procéder à l'établissement et au recouvrement de la taxe; ces fonctionnaires, à l'exception de ceux qui sont chargés du recouvrement de la taxe, sont autorisés à prouver par tous moyens de droit, témoignages et présomptions compris, à l'exception du serment et par les procès-verbaux qu'ils dressent toute contravention aux dispositions de la présente ordonnance, de ses arrêtés d'exécution, de même que tout fait qui établit ou concourt à l'établissement de la taxe ou d'une majoration.

**Article 40 § 2** - Les redevables sont tenus d'accorder aux fonctionnaires munis d'une commission signée par le fonctionnaire désigné à cet effet par le Gouvernement, et chargés d'effectuer un contrôle ou une enquête se rapportant à l'application de la présente ordonnance, le libre accès à leurs locaux et bâtiments professionnels, à l'effet de permettre à ces fonctionnaires de procéder à des constatations susceptibles de contribuer à la perception correcte de la taxe.

**Article 42** - En cas d'erreur ou d'omission dans la déclaration du redevable, les fonctionnaires visés au § 1<sup>er</sup> de l'article 40, procèdent à la rectification de la déclaration; la rectification motivée est notifiée au redevable dans un délai de huit mois à compter du jour de la réception de la déclaration.

**Article 43 § 1<sup>er</sup>** - Lorsque le redevable n'a pas remis dans les délais, la déclaration dont question à l'article 39 ou ne s'est pas conformé aux obligations qui lui sont imposées par la présente ordonnance ou en exécution de celle-ci, les fonctionnaires visés au § 1 de l'article 40 procèdent à l'établissement d'office de la taxe due par le redevable eu égard aux éléments dont ils disposent.

**Article 43 § 2** - Avant de procéder à la taxation d'office, les fonctionnaires notifient au redevable, par lettre recommandée, les motifs de la taxation d'office et les éléments sur lesquels la taxe sera basée.

**Article 43 § 3** - Dans le mois qui suit l'envoi de cette notification, le redevable peut faire valoir ses observations par écrit; la taxe ne peut être établie avant l'expiration de ce délai.

**Article 43 § 4** - Lorsque le redevable est taxé d'office, il lui incombe, en cas de contestation, de faire la preuve du caractère manifestement exagéré de la taxation d'office.

**Article 44** - Les redevables sont tenus de fournir verbalement ou par écrit, sur réquisition des fonctionnaires visés à l'article 40, § 1<sup>er</sup>, tous renseignements qui leur sont réclamés aux fins de vérifier l'exacte perception de la taxe à leur charge ou à charge de tiers.

Tout refus de renseignement et toute communication de renseignements inexacts ou incomplets entraînent une majoration de la taxe de 10 % du montant de la taxe due.

Vu les annexes I, II, III, IV, V, VI et VII pour être annexées à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 1995 déterminant les modèles des formules de déclaration aux taxes régionales reprises de la fiscalité provinciale.

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ayant les Finances dans ses attributions,  
J. CHABERT

Bijlage VII bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 1995 tot vaststelling van de modellen van de aangifteformulieren betreffende de van de provinciale fiscaliteit overgenomen gewestbelastingen.



Ministerie van Brussels  
Hoofdstedelijk Gewest  
Administratie van Financiën  
Gewestbelasting voor 1995

Postbus 7  
Brussel 37 - 1000 Brussel

**TERUG TE STUREN  
VOOR**

**BELASTING  
1995**

Referentienr:

**GEWESTBELASTING (vroegere  
provinciale belasting) OP DE  
STAPELPLAATSEN VAN SCHROOT  
OF OUDE VOERTUIGEN.**

Mevrouw, Mijnheer,

De ordonnantie van 22 december 1994, betreffende de overname van de provinciale fiscaliteit voorziet in hoofdstuk 7 dat vanaf het belastingjaar 1995 een jaarlijkse belasting geheven wordt op de stapelplaatsen van schroot of oude voertuigen, aangelegd op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en gelegen in open lucht langs de openbare wegen of zichtbaar vanaf enig punt van deze wegen.

Gelieve hierbijgevoegd het aangifteformulier voor de belasting 1995 te vinden.  
Ik verzoek U dit formulier behoorlijk in te vullen, het te ondertekenen en het ons terug te sturen binnen de voorziene termijn (zie hierboven).

#### Inlichtingen:

- Voor elke bijkomende inlichting staan onze diensten ter Uwer beschikking op het telefoonnummer 02/204.14.09, van 14u tot 16u of aan onze loketten in het C.C.N.-gebouw, Vooruitgangstraat 80, 1210 Brussel, van 9u tot 11u30.
- Elke briefwisseling dient gestuurd te worden naar het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Postbus 7, Brussel 37, 1000 Brussel, met vermelding van het bovenstaande referentienummer.

U dankend voor Uw bereidwillige medewerking, bied ik U, Mevrouw, Mijnheer, de blijken van mijn oprechte hoogachting aan.

J.P. Hagon  
De gemachtigde ambtenaar

Un formulaire en français peut être obtenu  
sur simple demande au n° téléphone  
mentionné ci-dessus.

**GEWESTBELASTING (vroegere provinciale  
belasting) OP DE STAPELPLAATSEN VAN  
SCHROOT OF OUDE VOERTUIGEN.**

Voor 1995 zijn de bedragen van de belasting degene die vermeld zijn in artikel 36 van de ordonnantie ( zie volgende bladzijden van dit aangifteformulier).

De belasting is niet verschuldigd indien de stapelplaats volledig aan het zicht onttrokken is op gelijk welk punt van de openbare wegen, en indien de stapelplaats gelegen is binnen het gebied van haven- en spoorweginstallaties (zie artikel 35 - volgende bladzijden van dit aangifteformulier).

**AANGIFTE :**

Betreft : Stapelplaats van schroot of oude voertuigen

gelegen te : ....., postcode .....,  
straat ....., nr .....

Gelieve de vakjes aan te kruisen die overeenstemmen met Uw situatie :

Op 1 januari 1995 was U eigenaar van de stapelplaats van schroot of oude voertuigen gelegen op hierboven vermeld adres

JA                       NEEN

Indien U op 1 januari 1995 geen eigenaar was van deze stapelplaats, gelieve dan de naam en het adres van de nieuwe eigenaar te vermelden :

Naam : .....

Straat : ..... nr .....

Postcode : ..... Gemeente : .....

Op deze datum was deze stapelplaats zichtbaar vanaf om het even welk punt van de openbare wegen

JA                       NEEN

Deze opslagplaats is gelegen binnen het gebied van haven- en spoorweginstallaties

JA                       NEEN

Deze opslagplaats is gelegen op een terrein met een oppervlakte van ..... are ..... centiare

Uw telefoon : ...../.....

Opgemaakt te .....

op ..... / ..... / 19.....

Handtekening,

**Artikelen van de ordonnantie van 22 december 1994 betreffende  
de overname van de provinciale fiscaliteit.**

**Belasting op de stapelplaatsen van schroot of oude voertuigen**

**Artikel 33** - Vanaf het belastingjaar 1995 wordt een jaarlijkse belasting geheven op de stapelplaatsen van schroot of oude voertuigen, aangelegd op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en gelegen in open lucht langs de openbare wegen of zichtbaar vanaf enig punt van deze wegen.

**Artikel 34** - De belasting is verschuldigd door de eigenaar van gelijk welke stapelplaats, ongeacht het belang van de opgeslagen waar, zelfs indien de stapelplaats niet is toegelaten bij toepassing van de vigerende reglementering inzake gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen of inzake milieuvergunningen.

**Artikel 35** - De belasting is niet verschuldigd :

a) indien de stapelplaats op gelijk welk punt van de hierboven in artikel 33 bedoelde wegen volledig aan het zicht onttrokken is, hetzij wegens de ligging, hetzij wegens het feit dat zij omringd is door muren, hagen of andere camouflagemiddelen waarvan de hoogte toereikend is om de plaats volledig onzichtbaar te maken;

b) indien de stapelplaats gelegen is binnen het gebied van haven- of spoorweginstallaties.

**Artikel 36 § 1** - De belasting wordt als volgt vastgesteld, rekening houdende met de totale oppervlakte van het terrein waarop de stapelplaats is aangelegd:

- tot 5 are: 18.000 fr.;
- meer dan 5 are tot 10 are: 36.000 fr.;
- meer dan 10 are tot 20 are: 48.000 fr.;
- meer dan 20 are tot 50 are: 60.000 fr.;
- meer dan 50 are tot 100 are: 80.000 fr.;
- meer dan 100 are : 100.000 fr.

**Artikel 36 § 2** - De belasting is verschuldigd voor het ganse belastingjaar, welke ook de bestaansduur van de stapelplaats in de loop van dat belastingjaar moge zijn.

**Artikel 37** - Indien een exploitant in de loop van het belastingjaar overgaat tot de aanleg van een nieuwe stapelplaats of de oppervlakte van een bestaande stapelplaats verhoogt, dan is hij ertoe gehouden binnen de maand na deze aanleg of na deze verhoging bij aangetekende brief daarvan kennis te geven aan de Fiscale Dienst van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

**Gemeenschappelijke bepalingen, toepasselijk op alle belastingen  
bedoeld in deze ordonnantie.**

**Artikel 38** - De in franken uitgedrukte bedragen, bepaald in de artikelen 5, 9, 14, 19, 23, 32 en 36 worden jaarlijks aangepast aan het indexcijfer der consumptieprijzen van het rijk; deze aanpassing gebeurt door middel van de coëfficiënt die wordt bekomen door het indexcijfer van de maand december van het jaar voorafgaand aan het belastingjaar te delen door het indexcijfer van de maand december 1994. Na toepassing van de coëfficiënt, worden de bedragen afgerond naar het hogere tiental.

**Artikel 39** - Het Gewest zendt de belastingplichtigen jaarlijks een aangifteformulier waarvan het model door de Regering vastgesteld wordt.

De belastingplichtigen dienen van de belastbare elementen aangifte te doen, volgens de toestand oostaande op 1 januari van het belastingjaar. Zij dienen dit formulier, behoorlijk ingevuld en ondertekend, terug te sturen binnen dertig dagen na zijn verzending.

De belastingplichtigen die op 1 februari van elk belastingjaar nog geen aangifteformulier hebben ontvangen dienen er zelf een aan te vragen.

**Artikel 40 § 1** - De Regering wijst de ambtenaren aan die belast zijn met de in ontvangstuime en het nazicht van de aangiften en met de invordering en de inning van de belasting; deze ambtenaren, met uitzondering van hen die belast zijn met de inning van de belasting, kunnen met alle wettelijke middelen, inclusief getuigen en vermoedens, met uitzondering van de eed, en door de processen-verbaal die ze opmaken, elke overtreding van de bepalingen van deze ordonnantie en van de uitvoeringsbesluiten ervan, alsmede ieder feit dat de invordering van de belasting of een verhoging verantwoordt of daartoe bijdraagt, bewijzen.

**Artikel 40 § 2** - De belastingplichtigen zijn ertoe gehouden aan de ambtenaren, voorzien van een aanstellingsbewijs getekend door de ambtenaar die daartoe door de Regering wordt aangewezen, en die belast zijn met een controle of onderzoek in verband met de toepassing van de ordonnantie, vrije toegang te verlenen tot hun bedrijfslokalen en -gebouwen, ten einde aan deze ambtenaren de mogelijkheid te verschaffen vaststellingen te doen

die kunnen bijdragen tot de juiste inning van de belasting.

**Artikel 42** - In geval van vergissingen of onvolledigheden in de aangifte van de belastingplichtige, gaan de ambtenaren, bedoeld in artikel 40 § 1, over tot de rechtzetting van de aangifte; de gemotiveerde rechtzetting wordt aan de belastingplichtige betekend binnen een termijn van acht maanden na de ontvangst van de aangifte.

**Artikel 43 § 1** - Wanneer de belastingplichtige zijn aangifte bedoeld in artikel 39 niet binnen de termijnen heeft ingediend of de verplichtingen hem opgelegd door deze ordonnantie of in uitvoering ervan niet heeft nageleefd, gaan de ambtenaren, bedoeld in artikel 40 § 1, ambtshalve over tot de heffing van de door de belastingplichtige verschuldigde belasting op grond van de elementen waarover zij beschikken.

**Artikel § 2** - Alvorens over te gaan tot de ambtshalve heffing, stellen de ambtenaren de belastingplichtigen, bij aangetekende brief, in kennis van de motieven van de ambtshalve heffing en de elementen op basis waarvan de belasting zal worden geheven.

**Artikel § 3** - Binnen de maand volgend op de toezending van deze kennisgeving, kan de belastingplichtige zijn schriftelijke opmerkingen overmaken; de belasting mag niet worden geheven vooraleer deze termijn is verstreken.

**Artikel § 4** - Wanneer de belastingplichtige ambtshalve wordt belast, komt het hem toe, in geval van betwisting, te bewijzen dat de ambtshalve heffing kennelijk overdreven is.

**Artikel 44** - De belastingplichtigen zijn ertoe gehouden om, mondeling of schriftelijk, op verzoek van de ambtenaren bedoeld in artikel 40 § 1, alle inlichtingen te verschaffen die hen worden gevraagd ten einde de precieze inning van de belasting te hunnen laste of ten laste van derden, te kunnen verifiëren.

Iedere weigering om inlichtingen te verschaffen en iedere verkeerde of onvolledige inlichting hebben een verhoging met 10 % van de verschuldigde belasting tot gevolg.

Gezien de bijlagen I, II, III, IV, V, VI en VII om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 1995 tot vaststelling van de modellen van de aangifteformulieren betreffende de van de provinciale fiscaliteit overgenomen gewestbelastingen.

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wiens bevoegdheden de Financiën behoren,  
J. CHABERT